

SWISSQUOTE

FINANCE AND TECHNOLOGY UNPACKED

TRANSPORT
La Chine à
grande vitesse

MODE
L'occasion
ringardise
le neuf

FORMATION
Sur les bancs
de l'école
des IPOs

DOSSIER

COVID-19 LE MONDE APRÈS LA PANDÉMIE

L'interview de Marc Bürki, CEO de Swissquote Bank
La numérisation accélérée de la société
L'industrie pétrolière en crise

ISSN 1663-8379

62



9 771663 837050

▶ ZOOM ▶ SALESFORCE ▶ SERVICENOW ▶ WORKDAY ▶ ABB ▶ SCHRÖDINGER ▶



CLASH DE *Cartier*



Une édition très spéciale



Par Ludovic Chappex
Rédacteur en chef

Chers lecteurs,

Le numéro que vous tenez entre les mains est atypique à plus d'un titre. D'abord, évidemment, par le thème de son dossier, auquel il était impossible d'échapper. Même si nous avons pour habitude de favoriser le temps long, le caractère totalement inédit de la crise en cours nous imposait de privilégier, cette fois, l'actualité brûlante. Ensuite, et cela ne vous aura pas échappé, parce que le grand invité de cette édition n'est autre que le CEO de Swissquote Bank.

À dire vrai, nous cherchions une personnalité capable de décrypter les événements actuels sous un jour à la fois financier, économique et politique, et qui soit si possible un dirigeant d'entreprise cotée en prise avec les réalités du terrain. Enfin, quelqu'un susceptible d'apporter un éclairage exclusif à nos lecteurs. Les réponses étant parfois plus évidentes qu'on ne l'imagine, il est apparu qu'un témoin de choix se trouvait sous nos yeux... Alors,

pourquoi pas ! Dans **l'interview** qu'il nous a accordée, Marc Bürki explique pourquoi la crise actuelle ne peut être comparée à aucune autre. Et quelles seront les mesures à entreprendre pour en sortir durablement.

p. 26

Notre dossier consacre également un grand article aux outils **numériques** que le coronavirus est en train d'imposer, souvent de façon irréversible. C'est notamment le cas du télétravail, de la télémédecine ou de la robotisation des usines et, de manière plus préoccupante, de la data surveillance.

p. 18

En ces temps troublés, nous sommes malgré tout heureux de partager avec vous une nouvelle qui nous donne du cœur à l'ouvrage : le lectorat du magazine a progressé de plus de 7% au cours de la dernière année, à rebours de la tendance générale dans la presse, pour atteindre 104'000 lecteurs. Merci à vous de nous être fidèles, si nombreux.

Bonne lecture !

ALPINE EAGLE

Pure et racée, l'Alpine Eagle est une réinterprétation contemporaine d'un de nos modèles historiques. Son boîtier de 41 mm est équipé d'un mouvement automatique certifié chronomètre, le Chopard 01.01-C. Façonné en Lucent Steel A223, un acier exclusif et ultra résistant fruit de quatre années de recherche et développement, ce garde-temps d'exception, fièrement conçu et fabriqué par nos artisans, témoigne du meilleur de l'expertise et de l'inventivité de notre Manufacture.

Chopard

THE ARTISAN OF EMOTIONS - SINCE 1860



16
DOSSIER



INTERVIEW

26

LE MONDE APRÈS LE CORONAVIRUS



46

TRANSPORT



50

MODE



60

AUTO

SOMMAIRE

- 3. **ÉDITORIAL**
par Ludovic Chappex
- 6. **SCANS**
Panorama de l'actualité économique
- 14. **TRENDS**
La personnalité, le pays, l'innovation

16. DOSSIER ; LE MONDE APRÈS LE CORONAVIRUS

- 18. Le Covid-19 stimule l'économie digitale
- 24. Les chiffres de la crise
- 26. L'interview de Marc Bürki, CEO de Swissquote Bank
- 32. Paroles de crise
- 34. Le pétrole, une bombe à retardement
- 37. Le coronavirus, une aubaine pour le climat ?

- 38. **FORMATION**
À l'école des IPOs
- 42. **ÉGALITÉ**
La longue marche des femmes vers le sommet
- 46. **TRANSPORT**
L'Empire du Milieu à très grande vitesse
- 50. **MODE**
L'occasion ringardise le neuf
- 54. **SWISSQUOTE**
Crypto-monnaies : la famille s'agrandit
- 60. **AUTO**
Le break en tenue de combat
- 64. **J'AI TESTÉ**
Jouer pour la science

ÉDITEUR
Swissquote
Chemin de la Crétaux 33
1196 Gland - Suisse
T. +41 44 825 88 88
www.swissquote.com
magazine@swissquote.ch

Manager
Brigitta Cooper

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Ludovic Chappex

Rédacteur en chef adjoint
Bertrand Beauté

Direction artistique
Natalie Bindelli et Caroline Fischer
CANA atelier graphique
Route de Jussy 29 - 1226 Thônex
www.ateliercana.ch

Journalistes
Bertrand Beauté, Ludovic Chappex, Gérard Duclos, Raphaël Leuba, Martin Longet, Angélique Mounier-Kuhn, Grégoire Nicolet, Gaëlle Sinnassamy, Julie Zaugg

Mise en page
Natalie Bindelli, Caroline Fischer, Romain Guerini (CANA atelier graphique)

Couverture
Nicolas Righetti

Photographies
Nicolas Righetti, AFP, Keystone, Getty images, Istockphoto, Newscom, Reuters

IMPRESSION, RELIURE ET DISTRIBUTION
Stämpfli SA
Wölflistrasse 1 - 3001 Berne
www.staempfli.com

PUBLICITÉ
Infoplus AG
Traubenweg 51, CH-8700 Küsnacht
hans.otto@i-plus.ch

WEMF
REMP 2019 ; 53'752 / Tirage ; 60'000 ex



imprimé en suisse

ABONNEMENT
CHF 40.- pour 6 numéros
www.swissquote.ch/magazine/f/

NICOLAS RIGHETTI / REUTERS / NEWSCOM / VOLVO

SCANS

automobile

RENAULT FAIT SA RÉVOLUTION VERTE EN CHINE



Renault commercialise déjà en Chine le City K-ZE, un crossover 100% électrique.

GREG BAKER / AFP

Quatre ans après l'inauguration de son usine ultramoderne de Wuhan, Renault prend acte de son échec sur le marché chinois. Le 14 avril, le constructeur français a annoncé qu'il abandonnait la vente de véhicules thermiques dans l'Empire du Milieu, où il ne proposera plus que des modèles électriques. Le groupe au losange met ainsi fin à sa coentreprise avec son partenaire chinois Dongfeng qui reprendra l'usine de Wuhan. Une décision radicale mais motivée par les chiffres: en 2019, Renault n'a vendu que 180'000 voitures thermiques en Chine, contre 217'000 lors de l'exercice précédent. En passant à l'électrique, la marque au losange fait le pari de l'avenir: avec 860'000 véhicules électriques écoulés en 2019, la Chine est de loin le plus grand marché de l'électrique au monde. Ces modèles devraient représenter 25% du marché chinois d'ici à 2030. — RND



+8,4%

C'est la hausse des ventes en ligne en Suisse en 2019, à 10,3 milliards de francs. Au total, 8,3 milliards d'achats en ligne ont été générés par les e-boutiques suisses et 2 milliards par des sites de vente étrangers.



«Toutes les organisations développant des IA avancées devraient être soumises à des contrôles, y compris Tesla»

Elon Musk,

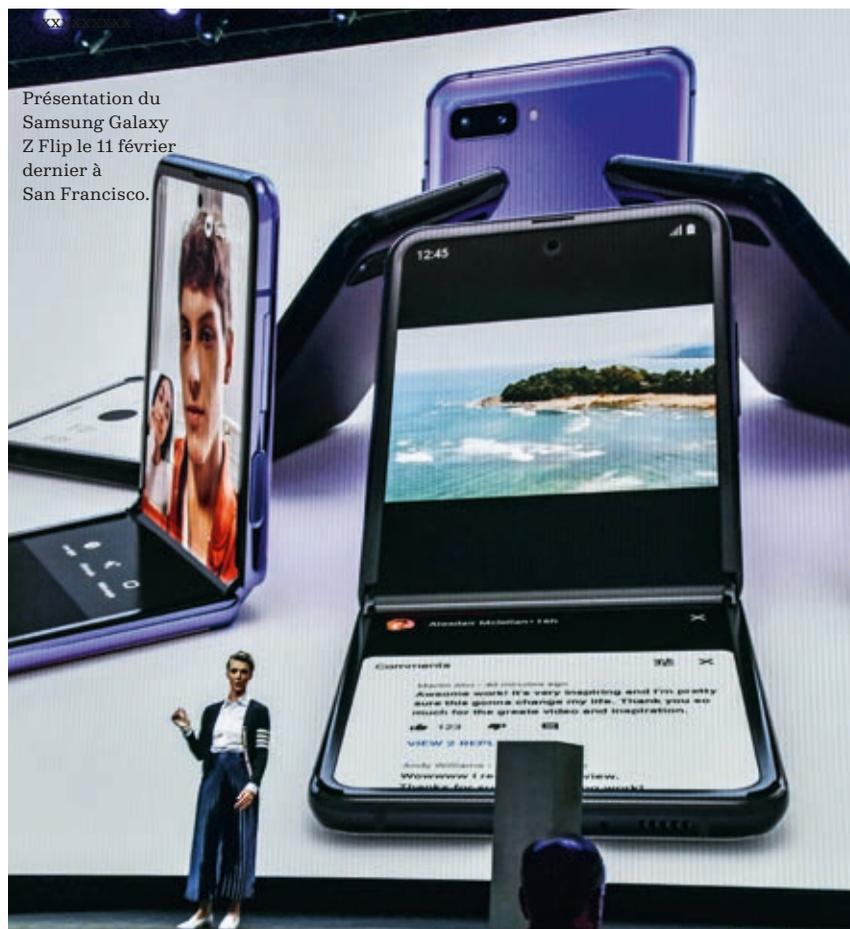
CEO et fondateur de Tesla, dans un tweet datant de février.

mobilité

BOEING APPELLE À L'AIDE

Déjà embourbé dans la crise du 737 MAX, interdit de vol depuis plus d'un an après deux accidents, l'avionneur américain Boeing prend de plein fouet les conséquences de la pandémie. Aucune compagnie aérienne ne semble en effet en mesure d'acheter des avions d'ici la fin de l'année - la flotte mondiale étant pour l'instant clouée au sol. Pire: de nombreuses compagnies aériennes pourraient ne pas survivre au deuxième trimestre en raison du manque de liquidités provoquée par la crise du coronavirus, ce qui provoquerait de nombreuses annulations

de commandes. Pour le secteur, la traversée du désert s'annonce longue et difficile, puisqu'une reprise complète du transport aérien n'est pas attendue avant 2021. Pour faire face, Boeing a annoncé le 2 avril un plan de départs volontaires. Aucun chiffre n'a été fourni sur le nombre d'employés visés. L'entreprise a par ailleurs demandé un plan d'aide de 60 milliards de dollars au gouvernement américain, afin de sauver l'industrie aéronautique. Boeing et sa chaîne de fournisseurs représentent au total 2,5 millions d'emplois aux États-Unis. — BA



Présentation du Samsung Galaxy Z Flip le 11 février dernier à San Francisco.

KYODO/NEWS.COM

communication

SMARTPHONES: L'HEURE DES ÉCRANS PLIABLES

Icônes du début du nouveau millénaire, les téléphones à clapet font leur grand retour en ce début d'année. Différence notable: leurs écrans se déplient eux aussi... Après l'échec du Fold, Samsung propose le Galaxy Z Flip. Un modèle affiché à environ 1500 francs qui a déjà conquis la critique. Dans la même gamme de prix, Motorola sort une version revisitée de son mythique Razr, au design rétro. Certains commentateurs regrettent que la technologie embarquée ne soit pas à la hauteur du prix. Enfin, Huawei a annoncé la sortie du Mate Xs - version améliorée du Mate X - doté d'un immense écran de 8 pouces. Une vitrine technologique pour la marque, proposée au tarif élitiste de 2500 francs.

— 005930 — 0992

chimie

2020, L'ANNÉE DES ACQUISITIONS POUR GIVAUDAN

Un employé de Givaudan à l'œuvre au centre de recherche pour les parfums de la firme, à Dübendorf (ZH).

KEYSTONE



Après une croissance en deçà des attentes en 2019, le spécialiste genevois des arômes et parfums cherche à étendre ses capacités de production. Givaudan a ainsi acquis en février l'entreprise américaine Ungerer, spécialiste des arômes, avant de s'approprier en mars les activi-

tés cosmétiques de l'italien Indena, qui produit et distribue des produits dérivés végétaux. Indena poursuivra par ailleurs son partenariat avec Givaudan qui repose entre autres sur la production d'ingrédients. Le coût des transactions n'a pas été communiqué. — GIVN

RANKING

LES DÉPENSES DES FIRMES EN R&D (année 2018)

1. **amazon** \$22,6 MRD
2. **Alphabet** \$16,2 MRD
3. **W** \$15,8 MRD
4. **SAMSUNG** \$15,3 MRD
5. **intel** \$13,1 MRD

Source: Statista

LES PAYS LES PLUS COMPÉTITIFS EN 2019

1. **SUISSE**
2. **ÉTATS-UNIS**
3. **SINGAPOUR**
4. **SUÈDE**
5. **DANEMARK**

Source: The Global Talent Competitiveness Index 2020

LES RÉSEAUX SOCIAUX LES PLUS POPULAIRES

(par nombre d'utilisateurs actifs en janvier 2020)

1. **facebook** 2,5 MRD
2. **YouTube** 2 MRD
3. **WhatsApp** 1,6 MRD
4. **facebook Messenger** 1,3 MRD
5. **WeChat** 1,15 MRD

Source: Statista



« Cette année, les États-Unis pourraient intensifier leur campagne contre Huawei, mais je ne pense pas que l'impact sur nos activités sera trop important »

Ren Zhengfei, fondateur de Huawei à Davos

dating

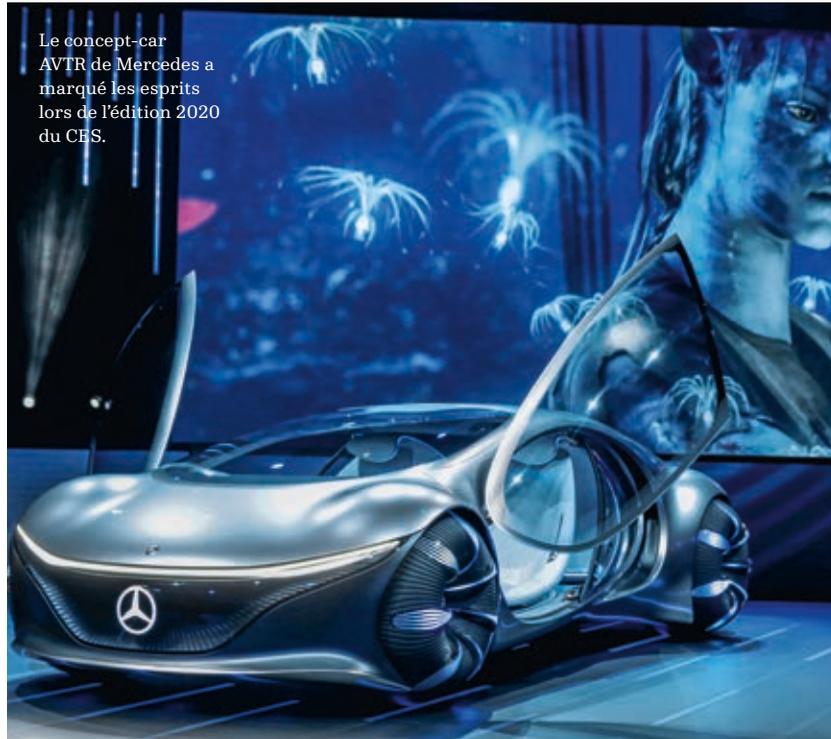
UN BOUTON SOS POUR LES APPS DE RENCONTRES

Uber proposait déjà un bouton d'appel d'urgence, au tour de Tinder d'intégrer la même fonctionnalité de sécurité aux États-Unis. Une simple touche suffit à envoyer un signal au 911 avec ses données de localisation. Cette innovation est le fruit d'un partenariat avec la plateforme de sécurité connectée Noonlight, dans laquelle a investi Match Group, propriétaire de Tinder et de nombreuses autres apps de ren-

contre comme Meetic, PlentyOfFish ou encore OkCupid. La firme américaine peut se réjouir des ennuis de son nouveau rival, Facebook Dating, qui a été bloqué en février en Europe. La commission irlandaise de protection des données a en effet signalé que Facebook Ireland n'avait pas fourni toutes les garanties nécessaires en la matière. Facebook a reporté *sine die* le lancement de ce service en Europe. — MTCH — FB

Automobile LA MERCEDES D'AVATAR

Le concept-car AVTR de Mercedes a marqué les esprits lors de l'édition 2020 du CES.



STEVE MARCUS / REUTERS

Sorti tout droit de l'imaginaire du film *Avatar*, le nouveau concept-car de Mercedes a été l'une des curiosités les plus remarquées du CES 2020 à Las Vegas. Nommé Vision AVTR, il a d'ailleurs été conçu avec l'aide des équipes du producteur James Cameron. Bien que ce modèle ne soit probablement jamais à vendre, il résume le futur de l'automobile en trois mots: auto-

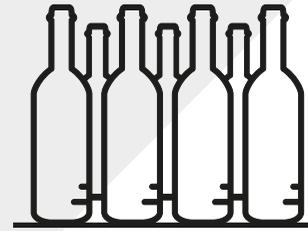
nome, électrique et connectée, le Vision AVTR se passant même de volant et de pédales. Le concept se veut également une fusion entre l'homme et la nature: tous les matériaux utilisés sont présentés comme durables, de la batterie construite à base de graphène sans terres rares et entièrement recyclable au cuir végane utilisé pour les sièges.

— DAI



50 MIO

Le nombre d'utilisateurs de Disney+ au 8 avril 2020, selon les chiffres fournis par l'entreprise.



1 MRD

En litres, le volume de vin en trop sur le marché européen, en raison de la baisse de la consommation en Chine, des «taxes Trump» et du coronavirus.



« Le nombre de banques suisses va probablement diminuer »

Mark Branson, le directeur de la Finma, l'autorité suisse de surveillance des marchés financiers, s'attend à ce que le mouvement de consolidation se poursuive sur la place financière suisse.

médias

FACEBOOK ENGAGE REUTERS POUR FACT-CHECKER SES CONTENUS



L'agence indienne Boom est également partenaire de Facebook pour le fact-checking de contenus. Ici, un local de l'entreprise à Mumbai (mars 2019).

FRANCIS MASCARENHAS / REUTERS

Reconnue pour la vérification rigoureuse des contenus qu'elle publie, l'agence de presse Reuters a mis en place en février une nouvelle division dédiée à cette activité, en partenariat avec Facebook. Cette entité, baptisée Reuters Fact Check, a comme mission de contrôler la véracité des contenus factuels postés sur Facebook et Instagram aux États-Unis. Avec les élections américaines à venir, le réseau social est en effet sous pression et se doit de supprimer les *fake news* de sa plateforme. Cette nouvelle division de Reuters s'ajoute à sept autres instances de vérification travaillant déjà avec Facebook, dont Associated Press et l'Agence France-Presse. Thomson Reuters est une valeur à suivre, son action ayant bondi de 60% en une année. — TRI

KICKSTARTER



GLAMOS

LE KINECT DES PRÉSENTATIONS POWERPOINT

Conçu par d'anciens ingénieurs de Samsung, Glamos est un minuscule appareil qui permet de créer une sorte d'écran tactile invisible à la surface de n'importe quel écran (TV, écran de projection, tablette, moniteur PC, etc.). Il devient ainsi possible de faire défiler des slides lors d'une présentation d'un simple mouvement de la main ou de jouer à des jeux mobiles sur son téléviseur. Glamos fonctionne comme Kinect de Microsoft, c'est-à-dire en utilisant une technologie laser, dénommée Lidar, qui détecte la distance à laquelle se trouve un objet. Cela requiert néanmoins des capteurs volumineux gourmands en énergie. C'est dans la miniaturisation de cette technologie que réside l'innovation de Glamos, puisque l'appareil est plus petit qu'une souris d'ordinateur (37 x 27 x 34 mm). D'après ses concepteurs, il serait le plus petit Lidar jamais créé.

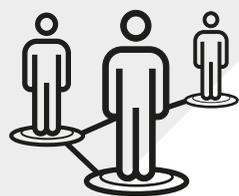
FONDS LEVÉS
\$400'986

DISPONIBILITÉ
JUILLET 2020



« Plutôt que d'avoir des défis à relever d'année en année, j'ai essayé de réfléchir à quoi j'aimerais voir ressembler le monde et ma vie en 2030 »

Mark Zuckerberg
sur sa page Facebook



33

Le nombre d'entreprises allemandes qui ont lancé une procédure pour pouvoir exploiter leur propre réseau 5G, dont les poids lourds Volkswagen, BMW, Bosch et BASF.

pharmaceutique

VIFOR PHARMA PROPULSÉ SUR LE MARCHÉ CHINOIS



Production d'un médicament dans l'usine de Vifor à Fribourg.

KEYSTONE

Le suisse Vifor Pharma et l'allemand Fresenius Kabi unissent leurs forces. Les deux firmes ont annoncé la fondation en Chine d'une compagnie commune qui se concentrera sur le marketing et l'accès au marché pour les produits intraveineux à base de fer, une des spécialités de Vifor Pharma. Le groupe pharmaceutique suisse apportera d'ailleurs son expérience dans ce secteur des compléments nutritifs, alors que Fresenius Kabi

offrira son accès aux patients chinois. En effet, Fresenius Kabi compte déjà 6000 employés en Chine et de nombreuses usines, et elle vend sur tout le territoire chinois. Les deux sociétés ont l'habitude de travailler ensemble puisqu'elles possèdent depuis 2010 une coentreprise, Vifor Fresenius Medical Care Renal Pharma, spécialisée dans le traitement des maladies des reins.

— GNHAF — FRE

LE FLOP

« L'effet démo » frappe Microsoft

Toutes les grandes compagnies ont fait les frais d'au moins une présentation calamiteuse où un bug vient tout faire capoter, comme l'iPhone 4 ne se connectant pas au wi-fi ou les vitres brisées du pick-up de Tesla. En février, la mésaventure est arrivée à Microsoft lors de la première présentation de sa Surface Duo, une tablette tournant sous Android dotée de deux écrans

reliés par une fine charnière. Devant un parterre de développeurs, deux appareils Surface Duo n'ont pas réussi, coup sur coup, à afficher l'application Google Maps sur les deux écrans disponibles et ont planté de façon abrupte. La firme de Richmond a rapidement remplacé la vidéo de la présentation par une autre où l'application en question apparaît sur les deux écrans. — MSFT

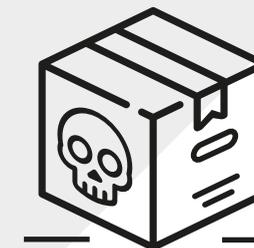
crypto-monnaies
VISA ADOUBE COINBASE



DR

Lancée l'an dernier au Royaume-Uni, la carte Visa de Coinbase, célèbre plateforme américaine d'échange de crypto-monnaies, est désormais disponible dans 29 pays européens. Elle permet de payer ses achats en ligne avec des cryptos et fonctionne par ailleurs avec n'importe quel terminal compatible Visa. En février,

le géant des cartes de crédit a accordé le statut de membre principal à Coinbase, une première pour une entreprise purement crypto. Ce gage de confiance devrait permettre à Coinbase d'offrir davantage de fonctionnalités aux utilisateurs de sa carte et lui faciliter l'accès à un plus grand nombre de marchés. — V



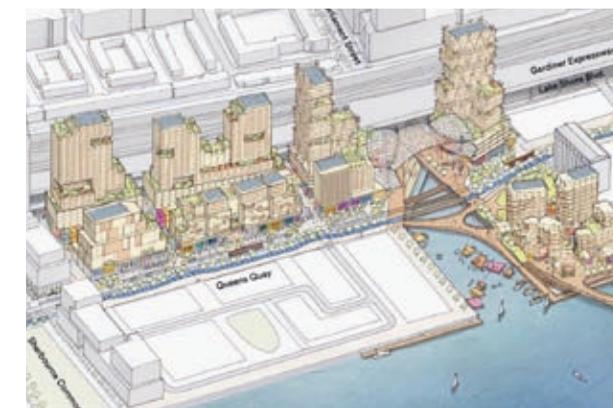
66%

Le pourcentage de produits achetés en ligne sur des sites comme eBay et Amazon, qui ne respectent pas la législation européenne en matière de sécurité, d'après le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC). Parmi les défauts constatés : des jouets contenant des substances chimiques interdites et des chargeurs USB provoquant des chocs électriques.

déchets

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE DU RECYCLAGE

31 décembre 2017 : la Chine fermait ses portes aux déchets du monde. Ce séisme industriel pousse la filière à se réinventer et de nombreuses entreprises commencent à proposer de nouvelles solutions. Parmi elles, Sidewalk labs, filiale d'Alphabet, vient de lancer un projet pilote de recyclage à Toronto. En partenariat avec la start-up du Colorado AMP Robotics, qui a développé une IA spécialisée dans la reconnaissance des objets ainsi qu'un système robotique autonome de manipulation, Sidewalk labs va analyser pendant trois mois les déchets d'un immeuble et aider ses résidents à optimiser leur recyclage. Les investisseurs devraient en outre garder un œil sur l'entreprise norvégienne Tomra, le plus grand fournisseur de déconsigneurs (reverse vending machines), qui développe également des capteurs innovants pour le tri. — TMR — GOOGL



ALPHABET



« L'Europe a raté la première vague, ou la première bataille, qui a été celle des données personnelles »

Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur, au sujet de l'Intelligence artificielle, lors d'une conférence de presse le 19 février.

mobilité

L'ÉTRANGE POD DE SEGWAY-NINEBOT



Un stand de démonstration du S-Pod, une déclinaison paresseuse du Segway.

DAVID MCNEW / AFP

L'américain Segway, qui appartient à l'entreprise chinoise Ninebot depuis 2015, a dévoilé un véhicule électrique qui peut rouler jusqu'à 40 km/h. Appelé S-Pod, il est conçu pour se déplacer assis sur de petites distances dans un environnement fermé, comme les campus universitaires ou les aéroports. Le S-Pod utilise le même

système gyroscopique qu'un Segway traditionnel; le pilotage s'effectue en revanche au moyen d'un joystick placé sur le côté de la nacelle. Segway-Ninebot a également dévoilé le KickScooter Air T15, une trottinette électrique atteignant les 20 km/h, dont la batterie se recharge à chaque ralentissement.



"LA BEAUTÉ RÉSIDE DANS LES DÉTAILS DE STRUCTURES LES PLUS MONUMENTALES COMME LES PLUS SUBTILES." ORAÏTO, CRÉATEUR DE FORMES, PORTE LA VACHERON CONSTANTIN PATRIMONY.

VACHERON CONSTANTIN | ONE OF NOT MANY.
GENÈVE



\$155 MRD

C'est l'argent gagné par les développeurs sur l'App Store depuis sa création jusqu'en 2019.

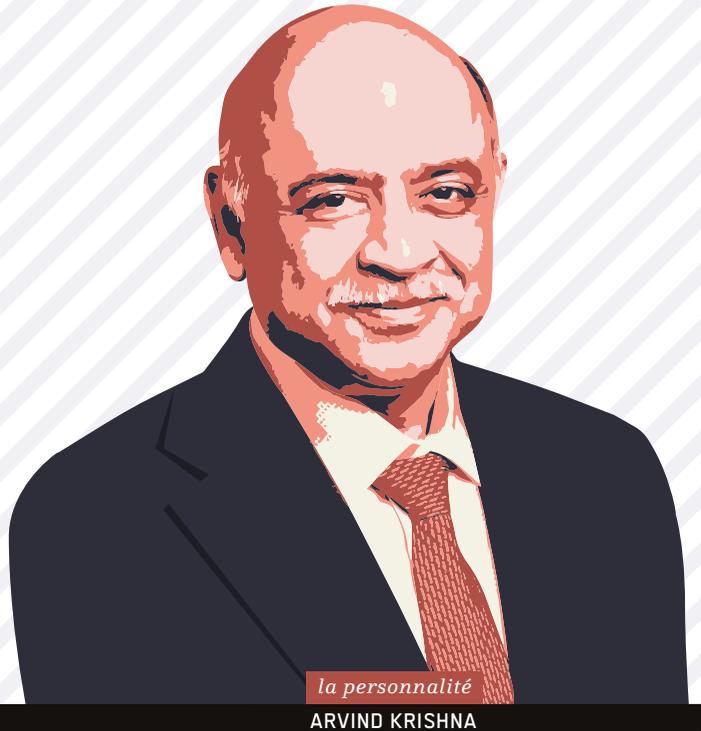
L'ENTRÉE EN BOURSE

UNE LICORNE CHINOISE DU PODCASTING AU NASDAQ

Avec un prix d'entrée de 11 dollars par action, Lizhi, l'application chinoise spécialiste des podcasts et des contenus audio (livres et livestreams), a fait son introduction en Bourse à New York. Elle se démarque de ses concurrents Ximalaya et Dragonfly en proposant des contenus produits par les utilisateurs ainsi que des outils d'enregistrement. L'entreprise a annoncé qu'elle comptait environ 46,6 millions d'utilisateurs

au troisième trimestre 2019, dont 5,7 millions génèrent du contenu. Elle devrait utiliser les fonds de son IPO pour développer son IA, qui permet entre autres d'améliorer la personnalisation des contenus ou de proposer des fonctions affinant les enregistrements audio. Lizhi a également conclu un partenariat avec le géant de l'internet chinois Baidu pour être associée à ses enceintes connectées Xiaodu.

— LIZI — BIDU



la personnalité
ARVIND KRISHNA

Un spécialiste du cloud à la tête de Big Blue

Fonction
CEO de IBM

Âge
57 ans

Nationalité
Américaine

Arvind Krishna a pris au début avril ses fonctions de nouveau CEO d'IBM. Il remplace Virginia « Ginni » Rometty qui aura occupé ce poste pendant huit ans et qui devient présidente du conseil d'administration. La firme américaine a choisi un homme de l'intérieur avec cet ingénieur d'origine indienne. Arvind Krishna est en effet entré chez IBM en 1990. Il occupait jusqu'à présent la fonction de vice-président senior de l'activité Cloud and Cognitive Software. D'après l'entreprise, c'est lui qui aurait supervisé la faramineuse acquisition du leader de l'open source Red Hat à la fin 2018 pour 34 milliards de dollars. Pour l'anecdote, il devient le quatrième Américain d'origine indienne à prendre les commandes d'un géant des nouvelles technologies, après Satya Nadella chez Microsoft, Sundar Pichai chez Alphabet/Google et Shantanu Narayen chez Adobe.



le pays
ÉTHIOPIE

La future Chine de l'Afrique

Le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique fait face à un défi démographique: 59% de ses habitants sont âgés de moins de 24 ans, d'après le CIA World Factbook 2019. Pour le relever, le gouvernement compte créer 20 millions d'emplois d'ici à 2030, essentiellement grâce à des parcs industriels. L'Éthiopie en compte déjà neuf, sept publics et deux privés, et prévoit d'en avoir 30 au total d'ici à 2025. C'est le secteur manufacturier avec l'industrie textile qui présente le plus fort potentiel de création d'emplois. Le gouvernement propose en effet de nombreuses incitations fiscales pour ce secteur et les compagnies étrangères sont attirées par la main-d'œuvre bon marché, un ouvrier du textile touchant environ 23 euros par mois – ce qui en fait le travailleur le moins bien payé de l'industrie mondiale du vêtement, loin derrière le Bangladesh. Cette main-d'œuvre bon marché a déjà séduit Guess, Decathlon, Huajian, H&M ou encore Calvin Klein. Pour l'heure, le secteur de la construction demeure le principal pourvoyeur d'emplois du pays, à l'image du barrage de la Renaissance, qui deviendra

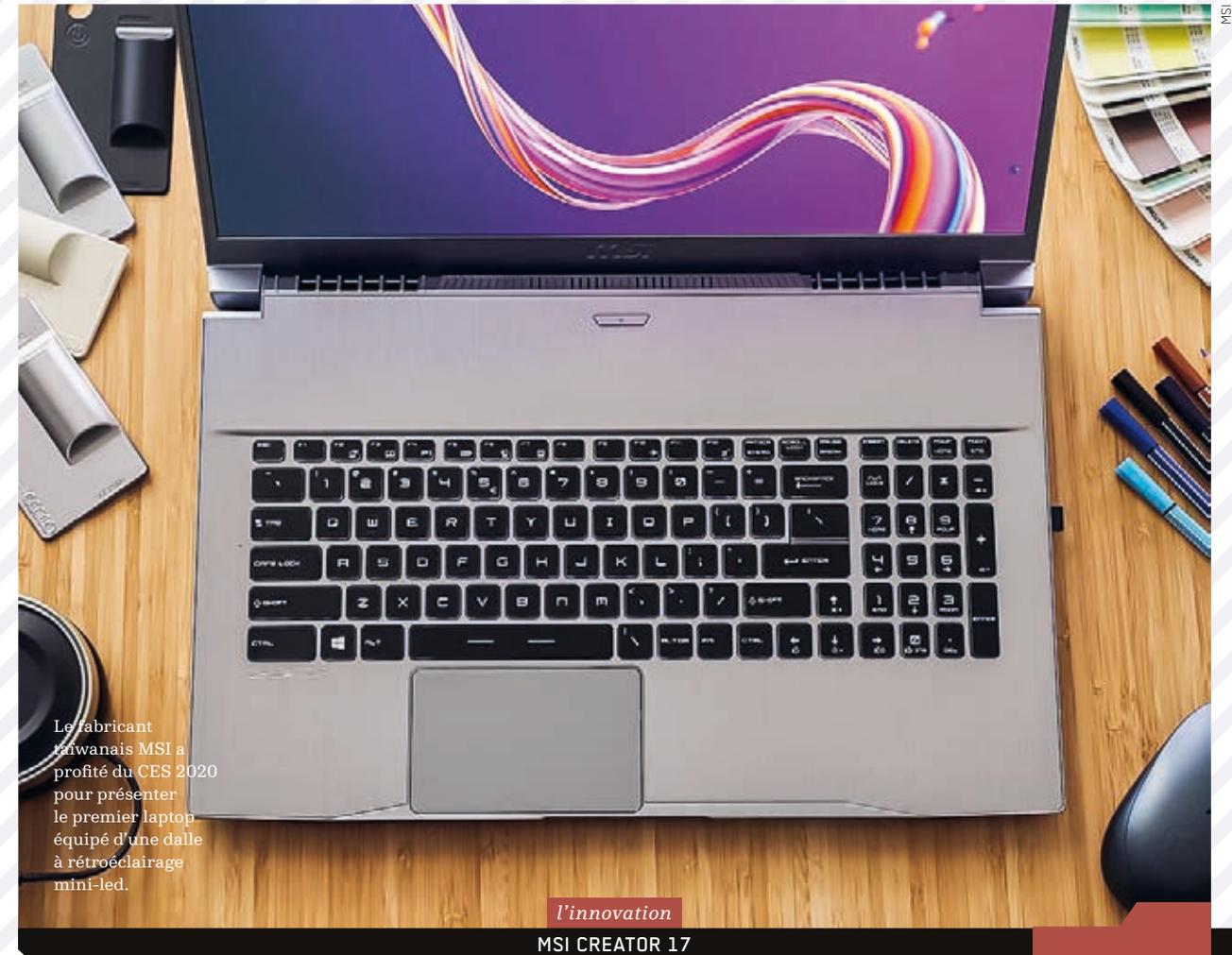
la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique et dont la construction devrait se terminer en 2022.

Population
108,1 millions
(estimation juillet 2019)

PIB par habitant
\$772 (2018)

Croissance
+6,8% (2018)

Principaux secteurs de l'économie
Agriculture, agriculture à valeur ajoutée (horticulture ou apiculture), industrie textile, tourisme



Le fabricant taiwanais MSI a profité du CES 2020 pour présenter le premier laptop équipé d'une dalle à rétroéclairage mini-led.

l'innovation
MSI CREATOR 17

Entreprise
MSI

Lancement
Disponible

Coût
\$1799

Le premier portable à écran mini-led

MSI a présenté en janvier un ordinateur portable de 17 pouces fourni avec une dalle mini-led 4K dont la qualité d'affichage sera sensiblement supérieure à celle d'un écran LCD classique. D'une définition de 3840 x 2160 pixels, cette dalle est composée de 240 zones indépendantes les unes des autres au niveau du rétroéclairage (*dimming zones*). MSI affirme que cette

technologie permet d'atteindre un contraste de 100'000:1, 1500:1 pouvant déjà être considéré comme un taux de contraste excellent pour une machine nomade. La luminosité en sera également améliorée, l'entreprise annonçant un taux de 1000 cd/m², une bonne luminosité se situant déjà autour de 400 cd/m². Avec cette nouvelle machine, MSI cherche clairement

à séduire les créateurs, mais cette technologie mini-led pourrait également être une petite révolution pour les portables comme l'a été la technologie OLED pour les écrans de smartphones. Le MSI Creator est disponible depuis le 15 avril aux États-Unis.

Un travailleur désinfecte un bâtiment afin d'endiguer la propagation du coronavirus, le 1^{er} avril à Prague, en République tchèque.

DOSSIER

LE MONDE APRÈS LE CORONAVIRUS

Tandis que la pandémie paralyse l'économie mondiale, les spéculations sur l'après vont bon train.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

Confinement de la population, bars et restaurants fermés, avions cloués au sol, hôpitaux saturés, usines à l'arrêt, frontières closes, décomptes macabres égrenés chaque jour... Depuis l'apparition du virus SARS-CoV-2, l'économie mondiale est à terre, les gens restent à la maison et les gouvernements multiplient les plans de relance sans se soucier des déficits publics.

Dans ce contexte sans précédent récent, une question est désormais sur toutes les lèvres : que va-t-il advenir une fois la pandémie terminée ? « La tempête passera, l'humanité survivra, la plupart d'entre nous seront toujours en vie. Mais nous habiterons un monde différent », répond l'historien Yuval Noah Harari, dans une chronique parue dans le *Financial Times*. « Beaucoup de mesures d'urgence, prises à court terme, vont devenir la norme demain. C'est la nature des urgences. Elles accélèrent les processus historiques. » Un avis partagé par l'ensemble des spécialistes que nous avons sollicités.

Mais à quoi ressemblera ce nouveau monde ? Là, les experts divergent et les spéculations sur l'après vont bon train. Pour les prophètes du pire, les collapsologues, une crise majeure se prépare avec des fermetures d'entreprises à la chaîne, une augmentation brutale du chômage, la mise en place d'États sécuritaires et liberticides, ainsi que l'explosion des démocraties. De l'autre côté du spectre, les utopistes voient dans cette pandémie le point de départ d'un monde meilleur, dans lequel les inégalités seront résorbées et où la préservation de l'environnement deviendra la priorité.

En temps de crise, l'imagination, dopée par l'angoisse, est fertile. Elle échafaude volontiers des scénarios de changement radical. Dans cette édition de *Swissquote Magazine*, nous avons préféré éviter les prédictions trop idéologiques et incertaines pour nous concentrer sur les changements concrets engendrés par la crise sanitaire, qui resteront d'actualité une fois la pandémie passée.

- 18.** Le Covid-19 stimule l'économie digitale
- 24.** Les chiffres de la crise
- 26.** L'interview de Marc Bürki, CEO de Swissquote Bank
- 32.** Paroles de crise
- 34.** Le pétrole, une bombe à retardement
- 37.** Le coronavirus, une aubaine pour le climat ?

Le Covid-19 stimule l'économie digitale

Les entreprises, les pays et la société civile vont ressortir de la crise du coronavirus économiquement affaiblis, mais beaucoup plus numérisés qu'ils ne l'étaient avant. Le point avec sept cas concrets.

PAR BERTRAND BEAUTÉ ET JULIE ZAUGG

Les loisirs virtualisés

SOCIÉTÉS À SUIVRE

Activision Blizzard (jeux vidéo), Amazon (e-commerce), Blue Apron (livraison de repas), e-Bay (e-commerce), JD.com (e-commerce), Match Group (rencontres en ligne), New York Times (presse), Slack (messaging instantané), Zoom (vidéoconférence), Zynga (jeux en ligne).

Le 25 mars dernier, Lina fêtait son 33^e anniversaire. Pour l'occasion, elle a débouché une bouteille de champagne et trinqué avec ses proches... par écrans interposés. Confinement oblige, la jeune femme a dû organiser un apéritif à distance, via une application de visioconférence comme Skype, Zoom ou Instagram. « Je ne me voyais pas fêter mon anniversaire toute seule, explique Lina. Évidemment, c'est moins sympa que de se voir réellement, mais on a quand même bien profité. » Elle n'est pas la seule. Avec la crise du coronavirus, les apéros virtuels sont devenus tendance, chacun les baptisant à sa manière : « coronapéro », « e-apéro », « skypero »...

« Nous sommes passés d'une époque dans laquelle le numérique était une possibilité parmi d'autres à un moment où il s'agit de la seule option disponible, explique Olivier Glassey, sociologue spécialiste des usages du numérique à l'Université de Lausanne. Cette obligation a engendré un apprentissage accéléré de la population, ainsi qu'une banalisation de l'usage des outils numériques.

Amazon a annoncé le recrutement de 100'000 personnes pour gérer sa chaîne logistique

On voit désormais des grands-parents, qui étaient jusqu'ici rétifs au numérique, converser avec leurs petits-enfants via des plateformes de visioconférence. Or quand il y a apprentissage et banalisation, le retour en arrière devient improbable. »

De fait, les loisirs se virtualisent tous azimuts : cours d'e-yoga,

visite de musée depuis son canapé, e-danse... la liste est infinie. Évidemment, les applications qui ne sont que des succédanés numériques d'activités sociales disparaîtront une fois la crise passée. « Les e-apéros vont marquer les esprits, par exemple, mais je ne les vois pas perdurer quand les bars et terrasses reprendront leurs droits », sourit Olivier Glassey.

Mais les applications qui apportent une vraie valeur ajoutée resteront. « La crise va renforcer les tendances qui étaient déjà à l'œuvre dans la société, explique Julien Leegenhoek, analyste actions technologiques à l'Union Bancaire Privée. Netflix est un très bon exemple. De nombreuses personnes ne connaissaient pas encore le streaming vidéo ou n'avaient pas pris le temps de s'abonner. Avec le confinement,

beaucoup de gens ont sauté le pas. Et une fois qu'ils ont commencé, peu de risques qu'ils se désabonnent la pandémie passée. En ce sens, la crise va accélérer la disruption de la télévision traditionnelle. »

Même chose pour l'e-commerce : par peur d'attraper le virus au supermarché, la population s'est ruée sur les sites de vente en ligne. En Suisse, LeShop.ch, Coop@home ou encore Digitec Galaxus ont connu une hausse sans précédent du nombre de commandes au mois de mars, provoquant des délais jamais vus.

Amazon a annoncé le recrutement de 100'000 personnes pour gérer sa chaîne logistique. Cela représente une augmentation de 12,5% de son nombre d'employés. « C'est absolument gigantesque, souligne Julien Leegenhoek. Dans de nombreux sec-

teurs comme le streaming vidéo et musical (lire l'édition de *Swissquote Magazine* de mars 2020), l'e-commerce ou encore les jeux vidéo, la pandémie va massivement renforcer l'adhésion de la population aux services numériques. Le marché ne s'y est d'ailleurs pas trompé, puisque les actions des entreprises actives dans ces secteurs ont beaucoup mieux résisté que les autres au krach boursier. »

À titre d'exemple, le titre Netflix, qui s'échangeait 325 dollars début janvier, valait 395 dollars le 14 avril. Afin de garder ce type de valeurs à l'œil, la société d'investissement américaine MKM Partner a créé en février un indice boursier appelé « Stay at Home Index », qui regroupe une trentaine d'entreprises qui profitent des mesures de confinement de la population mondiale.

La robotisation accélérée

SOCIÉTÉS À SUIVRE

ABB, Midea (propriétaire de Kuka), Fanuc et Yaskawa Electric, qui fabriquent tous des robots industriels.

Si une partie des cols blancs a pu continuer à travailler durant le confinement, il n'en est pas de même pour les ouvriers. La plupart d'entre eux se sont retrouvés au chômage partiel, en raison de la fermeture de leur usine. Le 26 mars dernier, près de 570'000 employés étaient ainsi au chômage partiel en Suisse, soit 11% des travailleurs.

« Les patrons ont pris conscience qu'ils ne pouvaient pas se permettre de revivre un arrêt de leur production s'ils ne voulaient pas perdre leur place »

TOBIAS SCHWARZ / AFP



Un technicien assemble un « robot médical », le 11 mars dans la province de Hunan en Chine. Capables de prendre la température, d'enregistrer les données de santé et d'effectuer une désinfection des mains, ces machines ont contribué à soulager les équipes médicales et à réduire les coûts de main d'œuvre dans la lutte contre le Covid-19.

dans la chaîne d'approvisionnement», note Duncan Turner, un expert de la robotique chez HAX, un accélérateur basé à Shenzhen. Résultat: la crise va donner un coup de fouet à la robotisation des sites industriels, en particulier dans l'usine du monde: la Chine.

Le concept est simple: s'il n'y a pas d'humains dans une usine, son fonctionnement ne risque pas d'être perturbé en cas de crise sanitaire. En 2018, l'entreprise suisse ABB installait 11 robots dans l'usine de Shanghai du groupe américain Hella Electronics, chargés de fabriquer des clés de voiture électroniques. Fonctionnant quasiment sans intervention humaine, cette ligne de production a continué à opérer sans interruption durant toute l'épidémie de Covid-19, est fier de raconter Eike Christian Meuter, un porte-parole d'ABB.

« Nous avons reçu un nombre record d'appels d'offres pour des nouveaux projets »

Emil Hauch Jensen, chargé des ventes pour la Chine chez le danois Mobile Industrial Robots

Ces prochains mois, les commandes de robots vont exploser. « Nous avons reçu un nombre record d'appels d'offres pour des nouveaux projets », indique Emil Hauch Jensen, chargé des ventes pour la Chine chez le danois Mobile Industrial Robots. Même avant l'épidémie, la Chine était déjà bien engagée sur le chemin de l'automatisation, notamment dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile et de la logistique. À lui seul, le pays a cumulé 39% des nouvelles installations de robots industriels en 2019.

« La population vieillit, les salaires sont en hausse et les jeunes ne veulent plus des emplois répéti-

tifs dans les usines d'assemblage, souligne Jenny Chan, une sociologue hongkongaise spécialiste du secteur manufacturier chinois. Cela pousse les entreprises chinoises à se tourner vers l'automatisation. » Foxconn, l'un des principaux fournisseurs de la firme Apple, dit avoir déjà remplacé 400'000 travailleurs par des robots. ABB domine le segment, aux côtés de l'allemand Kuka, des japonais Fanuc et Yaskawa Electric et d'une nuée de start-up chinoises. En 2019, le groupe suisse a démarré la construction d'une nouvelle usine à Shanghai, qui produira notamment des robots intelligents capables de prendre des décisions de façon autonome, de détecter des anomalies dans la production et de collaborer avec des humains.

Mais l'épidémie elle-même a créé de nouvelles opportunités pour les fabricants de robots. Pudu Technology, une start-up basée à Shenzhen, a déployé ses robots dans une centaine d'hôpitaux en Chine, à Hong Kong et en Corée du Sud. « Ils peuvent livrer des médicaments ou de la nourriture aux patients, évitant les contacts entre humains et donc la propagation de la maladie », détaille Ben Zheng, responsable du marketing de la firme. Cela permet aussi de libérer du personnel soignant, pour les assigner à des tâches plus cruciales.

Youibot et iSmart, deux start-up également sises à Shenzhen, ont de leur côté créé des robots capables de désinfecter une pièce grâce à une lumière ultraviolette extrêmement puissante et de stériliser les sols d'un hôpital, indique Duncan Turner. D'autres entreprises ont développé des machines capables de prendre la température des patients ou d'effectuer des frottis de la gorge sur les personnes soupçonnées d'avoir contracté le virus pour les tester.

Plusieurs de ces firmes espèrent pouvoir capitaliser sur ces avancées après l'épidémie. Youibot a déjà signé un contrat avec un groupe

manufacturier à Suzhou, non loin de Shanghai, qui veut se servir de ses robots pour désinfecter ses usines. Pudu Technology espère de son côté vendre à des restaurants ses robots de livraison, présentés comme plus hygiéniques qu'un serveur humain et permettant de remédier à d'éventuelles carences de personnel.

Le home office banalisé

SOCIÉTÉS À SUIVRE

Everbridge (gestion de crise), IBM, Microsoft, Oracle (logiciels d'entreprise), Sage (softwares), Salesforce (softwares), SAP (softwares), ServiceNow (softwares), Shopify (e-commerce pour entreprises), Workday (softwares), DocuSign (signature électronique), Dropbox (stockage), RingCentral (communication).

« Jusqu'ici, le travail à la maison restait une singularité en entreprise. La crise sanitaire va le sortir de la marginalité, explique Olivier Glassey, spécialiste des usages du numérique à l'Université de Lausanne. Si le télétravail montre son efficacité durant le confinement, il pourrait apparaître beaucoup plus intéressant aux yeux des dirigeants. »

« Cette organisation décentralisée va s'accélérer après la crise, car elle est plus souple, moins chère et plus efficace »

Julien Leegenhoek, analyste actions technologiques à l'Union Bancaire Privée

Une évolution dont ne doute pas Julien Leegenhoek, analyste à l'UBP: « Une fois la pandémie passée, les entreprises vont se demander: que faire si cela recommence tous les ans? Il faut transférer toutes les activités sur le cloud, comme le

conseillent les experts depuis cinq ans. Il ne s'agit pas du télétravail 1.0, qui consiste seulement à avoir accès à son ordinateur depuis la maison, mais de virtualiser tous les logiciels. Cette organisation décentralisée va s'accélérer après la crise, car elle est plus souple, moins chère et plus efficace. »

Un avis partagé par Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD (International Institute for Management Development) et chercheur dans les technologies numériques: « La crise va permettre aux gens de réaliser qu'ils peuvent travailler depuis n'importe quel endroit. À terme, le concept même de headquarters pourrait devenir obsolète. »

Cette migration va évidemment profiter aux géants du cloud que sont Amazon Web Services, Microsoft Azure et Google Cloud. Mais pas seulement. De nombreuses entreprises qui développent des logiciels dédiés, à l'image de Salesforce (logiciels de vente et relations clients), Workday (ressources humaines et finance) et ServiceNow (IT), devraient en profiter.

« Rien qu'aux États-Unis, on compte plus de 150 entreprises actives dans le cloud computing, souligne Julien Leegenhoek. Leur capitalisation cumulée dépasse celle du CAC 40, l'indice phare de la bourse parisienne, ce qui est énorme. »

La télémédecine enfin lancée

SOCIÉTÉS À SUIVRE

Schrödinger (chimie numérique), Teladoc Health (Télémédecine), NextGen Healthcare (Télémédecine).

La courbe est vertigineuse. Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars, la valeur de l'action Teladoc Health s'est appréciée de 100%, passant de 80 à 160 dollars. Plus grande entreprise de télémédecine aux États-Unis, cette société new-yorkaise offre la possibilité de consulter un médecin en ligne et d'obtenir une prescription sans sortir de son canapé. En cette période de crise sanitaire, durant laquelle se déplacer chez le docteur accroît les risques de propagation

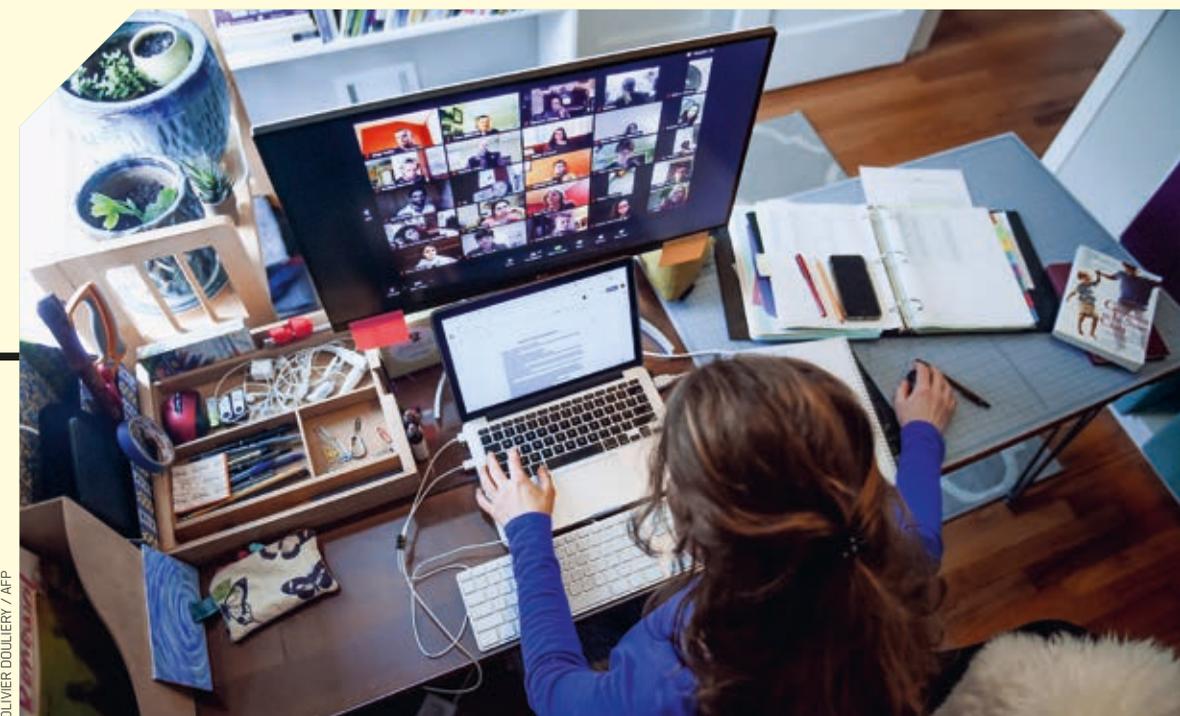
du virus, Teladoc a vu le nombre des consultations sur sa plateforme augmenter de plus de 50% au cours de la deuxième semaine de mars par rapport à l'année précédente, s'accroissant pour atteindre jusqu'à 15'000 visites demandées par jour. Et partout dans le monde, les services de soins virtuels connaissent un accroissement similaire.

En France, le nombre de téléconsultations sur la plateforme Doctolib a été multiplié par 100 entre le 5 mars et le 30 mars et, en Suisse, plusieurs start-up s'engouffrent dans la brèche à l'image de la bernoise eedocors, qui a étendu l'utilisation de son cabinet médical virtuel aux médecins de famille, hôpitaux et autres centres de santé.

« La télémédecine n'est pas nouvelle, c'est un sujet récurrent depuis le milieu des années 1990, rappelle Julien Leegenhoek, analyste actions technologiques à l'Union Bancaire Privée. Mais jusqu'ici, les patients et les médecins se montraient réticents à l'idée de faire des consultations en ligne. La crise >

Selon un sondage réalisé pendant le confinement entre le 15 et 24 mars par le cabinet Columbus Consulting, 80% des Suisses souhaitent davantage recourir au télétravail à l'avenir. Le home office pourrait ainsi entrer dans les mœurs une fois la crise passée.

OLIVIER DOULLERY / AFP



a montré l'intérêt de cette pratique pour désengorger les services de soins et pour diminuer les risques de propagation du virus. En outre, les téléconsultations sont possibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.»

Les systèmes de soins soutiennent cette virtualisation qui diminue les coûts de la santé

Le mouvement vers la télémédecine ne devrait pas se ralentir après la pandémie, car les systèmes de soins soutiennent cette virtualisation qui diminue les coûts de la santé. « En raison du coronavirus, nous allons gagner dix ans sur le développement de la téléconsultation », prédit le docteur Jean Gabriel Jeannot, dans les colonnes du journal *Le Temps*.

Dans un autre domaine, la plateforme de l'entreprise Schrödinger, qui permet de tester virtuellement l'efficacité thérapeutique d'une molécule en couplant modélisation physique et apprentissage machine, profite également de la crise. Sa technologie permettant des essais cliniques virtuels devrait en effet accélérer la mise au point des médicaments.

La blockchain adoptée

CRYPTO-MONNAIES À SUIVRE

EOS, Ethereum, Cardano, Neo, XRP, Stellar Lumens et toutes les crypto qui permettent l'établissement de smart contracts et d'applications décentralisées.

La dématérialisation du travail et des loisirs induite par la crise sanitaire devrait dans un second temps accélérer l'adoption de la technologie

blockchain dans les entreprises et la société. « La décentralisation des échanges impose de pouvoir réaliser des transactions à distance sécurisées, exactement ce qu'offre la blockchain, explique Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD et coauteur du livre *Blockchain! How to survive the crypto economy* (2018, Éditions TROI Studio/IMD). Lors d'une interaction entre deux sociétés ou deux personnes via Internet, cette technologie est conçue pour que chaque partie ait l'assurance que l'autre honore l'obligation qui lui incombe de son côté, sans avoir besoin d'obtenir la certification d'une tierce partie. Avec la digitalisation accrue de la société, le déploiement des solutions blockchain va s'accélérer. »

La surveillance généralisée

SOCIÉTÉS À SUIVRE

Apple, Alphabet, Alibaba, Baidu (internet), IBM, iFlytek (reconnaissance faciale), Hikvision (vidéosurveillance), Dahua Technology (vidéosurveillance).

Dès la fin du mois de février, les autorités chinoises, en partenariat avec le géant du numérique Alibaba, ont déployé des outils numériques très puissants pour stopper l'épidémie. La géolocalisation des smartphones, couplée à l'utilisation de caméras de reconnaissance faciale et à l'obligation de contrôler sa température corporelle ont en effet permis aux autorités chinoises de détecter rapidement les porteurs du coronavirus, mais également d'identifier toute personne avec laquelle ils étaient entrés en contact. La chaîne d'infection a ainsi été drastiquement réduite en peu de temps.

« Nous voyons les avantages de ces technologies dans la lutte contre le coronavirus, souligne Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD. Bien utilisées, elles ont contribué à jugu-

Un robot de la police tunisienne patrouille dans les rues de Tunis le 1er avril, afin de faire respecter les mesures de confinement.



FETH BELAÏD / AFP

ler l'épidémie en Chine, à Singapour et en Corée du Sud.» De quoi inciter les pays du monde entier à suivre le mouvement. En Suisse, la Confédération a demandé fin mars à Swisscom d'identifier les zones comptant au moins 20 cartes SIM dans un espace d'une superficie de 100 mètres sur 100, afin de déterminer si la population respecte bien le confinement. Plus impressionnant encore: Apple et Google ont annoncé un partenariat historique le 10 avril pour lutter contre le coronavirus. Les détenteurs des smartphones iOS et Android, soit 99% des appareils vendus sur la planète, pourront être alertés s'ils ont été en contact avec une personne infectée. Ce système, sur la base du volontariat, a le potentiel pour suivre un tiers de la population mondiale.

« Je suis surpris par la quantité de données collectées et stockées lors de cette épidémie, mais nous devons aller plus vite dans leur analyse, poursuit Arturo Bris. Les investissements dans l'intelligence artificielle et le *big data analytics* vont s'accroître après la pandémie, afin d'améliorer l'exploitation de ces données. »

De nombreux pays, dont la France, la Belgique et l'Espagne, ont également déployé des drones afin de faire respecter les consignes de confinement depuis les airs et disperser les réfractaires. Jusqu'ici, les caméras embarquées ne permettent pas en Europe une identification en temps réel par reconnaissance faciale, mais c'est le cas en Chine.

« Chaque crise déplace les frontières de ce qui est considéré comme acceptable, explique Olivier Glassey. Nous vivons actuellement un moment extraordinaire, durant lequel les autorités se montrent plus permissives en matière de surveillance. La question est de savoir si la boîte de Pandore sera refermée une fois la crise achevée. »

Problème: l'histoire montre que les mesures d'urgence ont tendance à s'installer. « Une fois la crise passée, certains gouvernements avides de données pourraient affirmer qu'ils doivent maintenir les services de surveillance en place, parce qu'ils craignent une deuxième vague du coronavirus, ou parce qu'une nouvelle souche d'Ebola évolue en Afrique, prévient l'historien Yuval

Noah Harari, auteur du livre *Sapiens*, dans une chronique parue dans le *Financial Times* le 20 mars. La crise du coronavirus pourrait être le point de basculement de la bataille. Car lorsque l'on donne aux gens le choix entre le respect de la vie privée et la santé, ils choisissent généralement la santé. Mais c'est un faux choix. Nous devons protéger la vie privée et la santé. »

La 5G réhabilitée

SOCIÉTÉS À SUIVRE

Ericsson, Cisco, Nokia, Samsung, ZTE, toutes actives dans le déploiement des infrastructures réseau.

La nouvelle a fait grand bruit: fin mars, YouTube (Google) et Netflix ont réduit le débit de leurs services à la demande des autorités européennes. Quant à Disney+, la plateforme de streaming vidéo du géant du divertissement, son lancement a été reporté en France, là encore suite à une requête du gouvernement. Objectif: alléger la pression sur le réseau afin d'éviter sa saturation. « Alors que

la Chine et les États-Unis veulent gagner la course à la 5G, l'Europe a pris du retard, rappelle Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD. Avec la crise, le Vieux-Continent réalise que le réseau 4G arrive à saturation et que nous avons besoin de cette technologie. Son déploiement va être accéléré après la pandémie. » En effet, la fronde suscitée par les effets nocifs présumés de la 5G est devenue inaudible, remplacée dans le débat public par l'impérieuse nécessité de déployer un réseau plus robuste (lire l'édition de *Swissquote Magazine* de juillet 2019).

« Avec la crise, le Vieux continent réalise que le réseau 4G arrive à saturation »

Arturo Bris, professeur de finance à l'IMD

D'autant que Pékin ne ménage pas ses efforts pour séduire les gouvernements occidentaux, afin qu'ils adoptent les réseaux 5G de Huawei. Cible des sanctions américaines, l'entreprise chinoise a offert plus d'un million de masques à l'Espagne, 800'000 aux Pays-Bas, 200'000 à l'Italie, 12'000 à la Pologne. « Nous saurons nous souvenir des pays qui nous ont été proches », a réagi le ministre des Affaires étrangères italien, Luigi Di Maio. En parallèle, Huawei propose en ce moment aux hôpitaux européens d'améliorer leur connectivité face à la surcharge de leurs réseaux.

Dans une note de blog, Josep Borrell, le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, prévient: « Nous devons être conscients qu'il y a une composante géopolitique, y compris une lutte pour l'influence à travers la filature et la politique de générosité. »

LES CHIFFRES DE LA CRISE

\$5000 MRD

Le montant qui sera injecté dans l'économie mondiale pour contrer les répercussions de la pandémie, d'après l'annonce des pays du G20 le 26 mars.

10 MIO

Le nombre de personnes qui ont fait une demande d'inscription au chômage aux États-Unis durant les deux dernières semaines de mars. Du jamais vu. Selon Oxford Economics, ce sont 20 millions d'emplois qui pourraient être supprimés à cause de la pandémie aux États-Unis.

-27%

La chute du SIX entre le 20 février et le 16 mars. Sur la même période le DAX, l'indice vedette allemand, a abandonné 36% de sa valeur et le CAC 40 a plongé de 39% - du jamais vu depuis la création de l'indice parisien en 1987.

+127%

L'augmentation du nombre de transactions enregistrées par la Bourse suisse au mois de mars, à 17,4 millions. En valeur, les volumes échangés ont bondi de 80,9% sur un mois à 293 milliards de francs.

-7,5%

La chute du PIB dans les 19 pays de la zone euro en 2020, selon les prévisions du FMI. Au niveau mondial, l'économie devrait se contracter de 3%. Une baisse sans précédent depuis la Grande Dépression des années 1930.

2000

Le nombre de sites internet frauduleux créés par jour ayant pour thème le coronavirus, selon Kaspersky.

-25%

La baisse volontaire du débit de données de Netflix en Europe. Cette décision, prise le 19 mars pour une durée de 30 jours, a pour but d'éviter la surcharge du réseau internet.

€ 1000 MRD

Le montant total des différentes mesures d'urgence prises par la Banque centrale européenne (BCE).

3,4 MRD

Le nombre de personnes confinées à divers degrés dans le monde au 30 mars, soit 43% des habitants de la planète.

500 MIO

Le nombre de personnes dans le monde qui risquent de se retrouver en dessous du seuil d'extrême pauvreté en raison de la pandémie, selon l'ONG Oxfam.

+135%

La hausse du chiffre d'affaires de la marque de sextoys Womanizer au Canada fin mars 2020 par rapport aux prévisions annuelles. L'entreprise annonce également des chiffres en hausse aux États-Unis (+75%), à Hong Kong (+71%), en Italie (+60%) et en France (+40%).

\$252 MRD

Le manque à gagner estimé du secteur aérien en 2020 en raison de la pandémie, soit un plongeon de 44% de ses revenus par rapport à 2019.

CHF 180

Le prix à hauteur duquel l'assurance maladie rembourse en Suisse le test de diagnostic du nouveau coronavirus SARS-CoV-2 depuis le 4 mars.

\$2000 MRD

Le montant du plan de relance des États-Unis pour amortir l'impact économique du coronavirus. C'est le plus important de l'histoire du pays de l'Oncle Sam.

3,6

Le nombre de lits d'hôpitaux en soins curatifs pour 1000 habitants en Suisse, ce qui place le pays à la 14^e place du classement de l'OCDE, loin derrière le trio de tête: le Japon (7,8 lits pour 1000 habitants), la Corée du Sud (7,1) et l'Allemagne (6).

INTERVIEW

« NOUS AVONS PRIS CONSCIENCE DE NOTRE VULNÉRABILITÉ COLLECTIVE »

Marc Bürki, CEO de Swissquote Bank, livre son analyse de la crise actuelle. Interview en mode visioconférence.

PAR BERTRAND BEAUTÉ ET LUDDVIC CHAPPEX
PHOTOS: NICOLAS RIGHETTI

À situation exceptionnelle, dispositif exceptionnel. Le CEO de Swissquote Bank, qui édite *Swissquote Magazine*, nous a accordé un long entretien pour ce numéro un peu particulier. Précaution sanitaire oblige, l'échange a eu lieu par écrans interposés. Tout en se montrant sous un jour humain, Marc Bürki égratigne la Confédération pour son manque de communication à l'adresse des entreprises au début de la crise. Au moment où tous les regards se tournent vers les États-Unis, il tente aussi de se projeter dans le monde d'après.

Le caractère unique de la crise actuelle semble défier tout pronostic. Y a-t-il des précédents auxquels se référer ?

Le monde n'a jamais connu ça. Du point de vue des marchés financiers, certains sont tentés d'établir un parallèle avec ce qui s'est passé en 2008, mais les scénarios de départ sont très différents. En 2008, la crise était structurelle et liée au

fonctionnement fondamental de l'économie. Cette fois, le choc est dû à un événement extérieur. En 2008, le *bear market* avait duré deux ans avec un déclin progressif. Cette fois, nous avons vécu un krash extraordinairement soudain et brutal de la Bourse. Pour moi, il n'existe pas de comparaison possible avec d'autres crises.

« Les États-Unis ont une grande partie du destin de l'économie planétaire entre leurs mains »

Sans point de comparaison, comment envisagez-vous les mois à venir ?

C'est très difficile de répondre à cette question, parce qu'il y a de nombreuses inconnues. Personne ne sait pour l'instant quand la pandé-

mie prendra réellement fin. Et il n'est pas totalement impossible que le virus réapparaisse dans quelques mois. Le seul moyen de sortir définitivement de cette crise est de réduire le nombre de nouvelles infections à zéro ou de trouver un vaccin, mais quand sera-t-il disponible ? Dans l'attente, nous en sommes réduits à faire des hypothèses.

Une fois le virus maîtrisé, les fondamentaux reprendront le dessus, avec un redémarrage de l'économie et une reprise progressive de la consommation. C'est ce que l'on observe déjà en Chine ou à Hong Kong, notamment. Je reste donc positif même si la consommation ne fonctionne pas comme un bouton on/off. Quand on recommence à consommer, on le fait avec prudence.

Quel sera l'état de l'économie suisse à ce moment-là ?

Selon les dernières projections du Secrétariat d'État à l'économie, datées du 11 avril, le produit intérieur brut a déjà reculé de 1,5% en Suisse et le ▶



ÂME DE PILOTE

Patron accessible, proche de ses employés, Marc Bürki est aux commandes de Swissquote Bank depuis près de vingt-cinq ans. L'entreprise qu'il a créée en 1996 avec Paolo Buzzi – actuel CTO du groupe – s'est imposée comme le leader suisse incontesté de la banque en ligne. Cotée à la Bourse suisse depuis 2000, elle compte à ce jour plus de 700 employés. Les deux compères avaient auparavant fondé en 1990 la société Marvel Communication, spécialisée dans les logiciels et applications web dédiés à la finance, prémices de l'entreprise actuelle. En dehors du temps passé dans les locaux de la société, basée à Gland (VD), Marc Bürki siège également depuis 2017 au Conseil des EPF. Passionné d'aviation, il possède un Pilatus PC-12 qu'il pilote lui-même depuis de nombreuses années. Un moyen de satisfaire sa curiosité et sa soif d'aventure toujours intacts.

scénario le plus plausible table sur une récession annuelle de l'ordre de 7%. Mais je pense que l'économie repartira fortement à la sortie de la crise. Il y aura un effet de rattrapage assez classique dans ce genre de situation. Il faut aussi noter que le secteur de la santé soutient l'économie même durant cette période de crise. L'investissement dans les hôpitaux engendre un boom économique dans ce secteur. Il faut produire des lits, des médicaments, divers produits. Il y a de l'infrastructure à mettre en place. On engage du monde. Le boom économique dans ce secteur compense donc en partie la baisse.

« Les Bourses ont fonctionné. Il n'y a pas eu de défaillance du système. »

Il existe néanmoins un autre scénario plus sombre avec une crise sanitaire qui se prolonge au troisième trimestre et un recul du PIB de l'ordre de 10% pour l'ensemble de l'année. Du jamais vu depuis la crise pétrolière de 1974.

Quel sera l'impact de la situation aux États-Unis sur ces prévisions ?

En tant que première puissance mondiale, les États-Unis ont une grande partie du destin de l'économie planétaire entre leurs mains. Tous les regards sont maintenant tournés vers eux. S'ils ne parvenaient pas à contenir l'expansion de la contagion dans les prochaines semaines, nous irions alors vers une crise très importante et durable avec un PIB mondial annuel en nette récession. Après une période de déni, Donald Trump semble avoir pris la mesure de la crise, ce qui donne un certain espoir.

Pour éviter le pire, les États répondent à coups de plans de relance aux montants vertigineux. Les pays déjà très endettés pourront-ils rembourser ?

Il est vrai que les chiffres sont impressionnants. Les sommes gigantesques injectées dans le système devront a priori être remboursées. Mais, selon moi, la dette liée au virus sera traitée séparément, hors des mesures de contrôle habituelles. Dans le cas de l'Union européenne, l'éternel problème est que les pays du Nord ne veulent pas d'une mutualisation de la dette. Il n'y aura donc pas d'émission d'eurobonds (ou coronabonds), mais la BCE va néanmoins acheter de la dette des États et des entreprises, et l'Europe mettra sur pied des plans de relance importants. En définitive, cela revient un peu au même. En ce qui concerne la Suisse, nous allons rembourser sur une période de vingt-cinq ans grâce aux bénéfices de la Confédération, selon le Conseil fédéral.

Ce soutien massif aux entreprises ne risque-t-il pas de fausser l'économie ?

Il y a une bonne et une mauvaise utilisation possible des stimuli fiscaux. La mauvaise consisterait à sauver certaines entreprises avec des visées électoralistes. Ce serait évidemment une catastrophe. Il faut une utilisation responsable des ressources avec un accent mis sur les secteurs de l'économie qui en ont le plus besoin.

En Suisse, ce problème ne risque pas de se poser. On ne fera pas d'électoralisme avec les deniers publics. Je pense que l'argent mis dans le système sera utilisé à bon escient, et probablement en Europe aussi. La question se pose aux États-Unis où le contexte politique actuel est tellement clivant que tout peut arriver. Mais la situation est tellement hors norme aujourd'hui que même les politiciens les plus imprévisibles ont tendance à devenir raisonnables.

Après la pandémie, assistera-t-on à des remises en question de

l'organisation économique de nos sociétés ?

Certains annoncent la fin du capitalisme. C'était déjà le cas en 2008 et puis le temps a passé et le capitalisme est resté. Je ne pense pas qu'un changement global va intervenir après cette crise, mais la question des approvisionnements et de la production à flux tendu va se poser. Nous avons pu voir lors de cette pandémie à quel point l'usine globale mondiale s'est grippée à la suite des mesures de confinement imposées un peu partout. Et à quel point nous sommes dépendants de la Chine en tant qu'atelier de production. Or nous ne voudrions pas être pris au dépourvu une seconde fois et nous retrouver à nouveau dans la situation où les gouvernements doivent courir le monde pour acheter des masques... Cela va conduire à une réflexion sur l'autonomie du système de santé et d'une manière plus large sur les stocks de pièces stratégiques dans l'industrie. À l'avenir, nous ferons probablement fabriquer localement certains produits, même si cela coûte un peu plus cher.

N'est-ce pas là une victoire idéologique pour les tenants du souverainisme ?

En trompe-l'œil seulement. Les frontières n'ont pas empêché le virus de circuler. Et n'oublions pas aussi qu'un très grand nombre d'étrangers, notamment allemands et français, figurent parmi le personnel soignant dans notre pays. Sans tous les étrangers qui travaillent en Suisse, nous serions très mal aujourd'hui.

Les Italiens se sont sentis délaissés par Bruxelles au plus fort de la crise. Pensez-vous que l'Union européenne va survivre à cette crise ?

Je pense que oui. L'Europe a toujours survécu aux crises. D'une certaine manière, elle se porte même mieux quand elle doit relever un défi. Face à la menace de disparition de l'UE, les politiciens trouvent toujours les ressources nécessaires. Il y



Crise sanitaire oblige, l'interview de Marc Bürki (au centre) a été réalisée en respectant les gestes barrières, par Ludovic Chappex, rédacteur en chef du magazine (à gauche), et Bertrand Beauté, rédacteur en chef adjoint (à droite).

aura néanmoins une réflexion indispensable à mener sur la centralisation des efforts en temps de crise. Et ce n'est pas propre à l'UE. Aux États-Unis, les États ont davantage été à l'initiative que le gouvernement fédéral. En Suisse également, les cantons ont été les premiers à prendre des décisions sanitaires stratégiques.

Jusqu'ici, la réponse des autorités suisses à la crise vous a-t-elle parue à la hauteur des événements ?

Lorsque l'on retranscrit ce que nous sommes en train de vivre, cette crise sera dans tous les livres d'histoire, qu'il s'agisse des ouvrages économiques ou de société. Le virus 2020 va rester dans les mémoires comme a pu l'être la Deuxième Guerre mondiale. On pourra alors rétrospectivement mesurer les erreurs qui ont été faites durant la gestion de la crise. C'est évidemment beaucoup plus facile de

« Les entreprises ont été les grandes oubliées de la communication de la Confédération »

le faire après coup. Pour ce qui est de la Suisse, les autorités ont agi avec calme et détermination malgré tout. Souvenons-nous que nous étions le premier pays en Europe à interdire les manifestations de plus de 1000 personnes. Ce geste fort a probablement sauvé beaucoup de personnes. Or, à l'époque, cela paraissait fou. Le fait d'annuler le Salon de l'auto nous semblait irréel. À cette période, l'Italie continuait à autoriser les matchs de football, alors qu'elle était en avance sur nous dans l'évolution de la crise sanitaire.

Ensuite, il y a eu un moment de flottement. Les entreprises ont été les grandes oubliées de la communication de la Confédération. Nous avons reçu très peu de *guidelines* sur ce qu'il convenait de faire. Il y a eu beaucoup de communication à l'adresse des citoyens mais presque pas pour les entreprises.

C'est-à-dire qu'en tant que CEO d'une banque, vous n'avez pas eu de contact avec le SECO ou l'OFSP, ou ce type d'institutions ?

Pas officiellement. Ce sont les entreprises elles-mêmes qui ont pris des mesures de bon sens au départ. Pour ma part, j'étais dans une situation plutôt privilégiée : comme je siège au conseil d'administration du domaine des EPF, j'ai des contacts avec plusieurs personnes à Berne et cela m'a permis d'avoir quelques tuyaux sur un certain nombre de mesures à adopter. Ensuite, la situation s'est un peu améliorée. En ce qui concerne la ▶

banque, l'organisation faîtière, l'Association suisse des banquiers, a commencé à donner des informations sur les crédits mis en place par la Confédération, les fameux crédits Covid-19 d'un montant de 500'000 francs. Il y a eu des efforts de communication et assez rapidement la Finma a pris quelques mesures de sauvegarde des fonds propres pour les entreprises.

Les mesures économiques prises par la Suisse vous semblent-elles adaptées ?

Le chômage partiel est une mesure éprouvée qui fonctionne bien. C'est l'équivalent de l'«helicopter money» dans les États où la protection sociale est plus faible et où il n'y a pas d'autres moyens de venir en aide aux citoyens. Aux États-Unis, il est prévu un chèque de 1000 dollars pour chaque Américain et jusqu'à 3000 dollars par foyer. Au final, la Suisse va distribuer beaucoup plus d'argent par personne en moyenne, car l'État se substitue aux entreprises pour verser les salaires.

En ce qui concerne le soutien aux entreprises, la mesure crédits Covid-19 a été répliquée dans d'autres pays, sur le modèle suisse. On prête aux entreprises qui avaient un business model sain avant la crise. Le système est efficace : la Confédération délègue aux banques la responsabilité de détecter les entreprises qui n'étaient pas déjà en difficulté. Les banques jouent le jeu.

C'est une gestion très pragmatique, très à la Suisse finalement...

On a fait les choses dans l'urgence mais on les fait bien. Les dégâts risquent néanmoins d'être importants pour les micro et mono-entreprises qui ne sont pas structurées en S.A. Ces entreprises sont en grand danger. Celles qui étaient déjà fragiles avant la pandémie vont probablement péricliter. Au sortir de cette crise, il faudra faire preuve de solidarité à titre individuel, se rendre

dans les boutiques pour aider les petits entrepreneurs qui sont si essentiels au tissu économique.

Est-ce que cette crise motivera les entreprises à devenir globalement plus responsables ?

Je pense que oui. Nous avons pris conscience de notre vulnérabilité collective. Quand on parlait de réchauffement climatique par exemple, cela restait malgré tout un concept un peu théorique. On voit les glaciers fondre, on se dit que cela va être une catastrophe, mais dans cinquante ans... Tout le monde se disait : «On a le temps.» La crise n'était pas d'une urgence absolue. Cette fois, nous réalisons à quel point nous sommes vulnérables à notre environnement. Il faut espérer que cela serve de leçon, que l'on se rende compte que l'on ne peut pas indéfiniment brutaliser la nature. La promiscuité sociale, tout comme la pollution sont des thèmes qu'il va falloir aborder de front.

« Le virus 2020 va rester dans les mémoires comme a pu l'être la Deuxième Guerre mondiale »

Les libertés publiques apparaissent terriblement menacées. Redoutez-vous une surveillance généralisée de la population ?

Absolument. Dès lors que la santé est en jeu, on baisse la garde en ce qui concerne notre liberté. Entre les deux dangers, on se concentre sur le plus immédiat. Qu'importe que l'État nous surveille si l'on risque notre vie à chaque coin de rue... C'est la raison pour laquelle il faut rapidement un vaccin. L'alternative, c'est un traçage permanent des individus. C'est déjà le cas en Chine, où la sortie de confinement se fait avec des codes couleurs attribués pour chaque personne. Dans le monde occidental,

ce ne sont pas des choses qui seront acceptées sur le long terme.

Quel est votre avis sur l'expérience du télétravail généralisée ?

Le *home office* est un succès phénoménal. Déjà simplement par le fait qu'il soit possible de travailler dans un relatif confort depuis la maison, grâce à l'augmentation de la bande passante. Que se serait-il passé si cette crise avait eu lieu en 2005, par exemple ? À l'époque, les débits n'auraient pas permis de faire travailler à domicile tous les employés.

Chez Swissquote, nous avons déjà amorcé le télétravail avant la crise, en raison des problématiques de déplacement et du temps passé dans les transports collectifs. Nous avons eu de la chance car nous étions prêts, et nous avons pu envoyer 90% de l'effectif à la maison, dans tous les secteurs de l'entreprise.

Ayant découvert que cela fonctionne aussi bien, pensez-vous qu'à l'avenir le télétravail va se généraliser ?

Il restera quelque chose de cette expérience. Je pense néanmoins qu'il est important de se rendre physiquement dans l'entreprise pour laquelle on travaille. Nous sommes des êtres sociaux, nous avons besoin du contact physique avec d'autres personnes. On a besoin de proximité.

Cela n'est pas possible actuellement mais c'est un crève-cœur. Un système où nos interactions professionnelles se limiteraient à des échanges en visioconférence créerait sur le long terme des dépressions en pagaille. Ce n'est pas un modèle de société. Un panachage entre télétravail et présence au bureau me paraît une meilleure chose.

La Bourse a violemment chuté pendant la crise. Quel rôle ont joué les robots pendant ce krach ?

Ils ont amplifié le phénomène, comme c'est toujours le cas. La plupart des acteurs sont aujourd'hui algorithmiques. Il reste peu d'acteurs humains. Mais cela fait aujourd'hui quasiment partie du marché.

Ne faudrait-il pas diminuer le pouvoir des algorithmes pour limiter ce phénomène d'amplification ?

Le nombre de produits traités à la Bourse est devenu tellement énorme que ce n'est plus du tout à la mesure d'un humain. Une vue d'ensemble n'est plus possible. Il faut des machines pour nous aider à organiser le marché. Bien sûr, il convient aussi de mettre des limites à ces machines, à travers notamment les systèmes de coupe-circuit, comme c'est le cas aux États-Unis.

Cela étant, la gestion algorithmique, ou même le *high frequency trading* dont il est beaucoup question ne sont pas en cause dans cette crise. Il ne s'agissait pas d'un *flash crash* mais d'un événement extérieur qui a fait décrocher les marchés. Tout le monde a participé à la chute des cours : les humains et les machines.

Dans ce cas, n'eût-il pas fallu fermer la Bourse en attendant que tout le monde reprenne ses esprits, comme l'idée a été évoquée ?

Heureusement que l'on n'en parle plus aujourd'hui, ce serait une catastrophe. Ce débat est lié à l'émotion et la peur ressenties face à la volatilité. Devant ces baisses continues, parfois de plus de 10% de la valeur des indices, des gens se disent qu'il vaut mieux tout arrêter pour prendre une pause et respirer. Mais le problème quand on arrête, c'est qu'un jour il faut rouvrir... Et c'est un énorme saut dans l'inconnu.

Par ailleurs, entre-temps des catastrophes peuvent se produire. Les entreprises qui ont des besoins de liquidité doivent pouvoir vendre leurs avoirs. S'il n'y a pas de lieu d'échange

où elles peuvent le faire, on rajoute au problème initial une crise de liquidité. L'économie a vraiment besoin d'un système d'échange en temps de crise. Et même si cette fois la volatilité était énorme avec des chutes d'une brutalité inouïe, les Bourses ont fonctionné. Il n'y a pas eu de défaillance du système.

« On a besoin de proximité. Cela n'est pas possible actuellement mais c'est un crève-cœur. »

Maintenant que les cours sont bas et que plusieurs pays semblent avoir passé le pic de la pandémie, est-ce le moment pour acheter des actions ?

Il y a des perles à acheter. Les cours en Bourse d'entreprises extrêmement solides ont été touchés de plein fouet par la crise. C'est le cas d'une entreprise comme Apple, qui a un trésor de guerre incroyable. À titre personnel, j'ai acheté des actions ABB, me disant que le secteur industriel va redémarrer. Je ne pense pas non plus qu'il s'agisse de la fin de l'aviation commerciale.

Donc les grandes compagnies aériennes vont certainement être sauvées. Il y a des opportunités à saisir et je ne suis pas le seul à le penser : nous sommes actuellement submergés par les demandes d'ouverture de comptes. Près de 1000 par jour, contre 100 à 200 en fin d'année dernière.

Beaucoup de ces nouveaux clients estimaient que le marché était trop haut au cours des trois dernières années. J'ai entendu des dizaines de fois des gens me dire, à peu près en ces termes : je ne veux pas entrer maintenant dans le marché de peur de subir une correction. On peut

dire aujourd'hui que la correction a eu lieu... De nombreuses personnes pensent que c'est le moment de prendre position, et cela explique une partie du succès que nous avons actuellement.

Quels sont les secteurs et entreprises qui sortiront gagnants de la crise ?

Étant donné que le marché est sur-venu, l'ensemble des secteurs sera impacté positivement dès lors que l'économie repartira. Post-crise, les secteurs tels que la pharma et plus généralement ceux actifs dans la santé vont enregistrer une progression. Et bien évidemment l'entreprise qui produira le vaccin sera l'une des grandes gagnantes.

Est-ce que l'investissement dans les crypto-monnaies est une bonne option ?

On maltraite les crypto-monnaies alors qu'elles ont un rôle à jouer. Le fait qu'elles ne disparaissent pas post-crise en est la preuve. Quand le bitcoin a commencé à baisser, on a dit aussitôt que c'était la fin, que seul un État nation était à même de maintenir une monnaie à flot. Mais l'or a lui aussi subi une chute au plus fort de la crise. C'est en réalité le besoin ponctuel de liquidité de nombreux investisseurs qui a poussé ces assets vers le bas.

On imagine que cette crise est l'événement le plus inattendu que vous ayez eu à gérer...

Jamais je n'aurais pensé que ça allait nous tomber dessus. C'est un cauchemar. Et même encore aujourd'hui quand je me réveille le matin, j'ai parfois de la peine à y croire. Mais je me dis que toutes les crises ont une fin. Malgré tout, nous disposons de beaucoup de données qui nous montrent que ce type d'infection est maîtrisable. Après une phase de stagnation viendra la décroissance. Cette crise aura une fin et nous pourrions retrouver une vie faite d'interactions avec les gens, de sorties, et de fêtes. Cela me donne de l'espoir. ▲

PAROLES DE CRISE

Les dirigeants de la planète ont pris conscience de l'ampleur de la crise. Entre inquiétude et posture guerrière, leurs déclarations révèlent également la lutte géopolitique en cours.



« Le coronavirus est la pire crise mondiale depuis que l'ONU a été fondée »

António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, le 31 mars.



« Le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'avant. Nous devons rebâtir notre souveraineté nationale et européenne. »

Emmanuel Macron, le président français, le 31 mars.



« Le Conseil fédéral aide les entreprises, les employés et les indépendants qui luttent pour leur existence. Il veille à ce que les salaires puissent être versés et que les entreprises obtiennent des crédits. Plus de 40 milliards de francs sont dès à présent disponibles, rapidement et sans bureaucratie. »

Simonetta Sommaruga, la présidente de la Confédération, le 21 mars.



« Notre inquiétude principale porte sur les dégâts très durables de l'arrêt brutal de l'économie mondiale qui risque de provoquer une vague de faillites et de licenciements. Non seulement cela peut saper la reprise, mais aussi affecter le fondement de nos sociétés. »

Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), le 27 mars.



« J'appelle mes collègues africains à agir ensemble. L'Afrique ne doit pas devenir le nouveau foyer de la maladie. »

Macky Sall, le président du Sénégal, le 12 mars.



« Il s'agit d'une situation extraordinaire, nous ferons ce qui est nécessaire (...) nous le ferons pour que nous puissions nous sortir de cette situation et, après coup, nous verrons ce que cela a signifié pour notre budget »

Angela Merkel, la chancelière allemande, le 11 mars.



« Si l'Europe ne se montre pas à la hauteur de ce défi sans précédent, l'édifice européen tout entier risque de perdre, aux yeux de nos propres citoyens, sa raison d'être »

Giuseppe Conte, le premier ministre italien, le 28 mars.



« Près de 50% des hôtels suisses auront du mal à régler leurs factures en avril »

Andreas Züllig, le président d'HotellerieSuisse, le 30 mars.



« Une grande partie de l'économie est temporairement à l'arrêt, par conséquent l'activité économique dans la zone euro va se contracter considérablement »

Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, le 19 mars.



« Je défends l'idée que tout le monde travaille. Le virus est là, nous allons devoir l'affronter, mais comme des hommes, pas comme des gamins. Tout le monde va mourir un jour. »

Jair Bolsonaro, le président brésilien, dimanche 29 mars.



« L'Union européenne doit être là pour tous ses citoyens mais, au départ, beaucoup ont voulu être surtout là pour leurs propres citoyens »

Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, le 26 mars.



« La pandémie nous menace tous. C'est le moment de pratiquer la solidarité et de venir en aide à ceux qui en ont besoin. »

Juan Antonio Fernandez, directeur adjoint de la communication de la diplomatie cubaine, le 28 mars.



« Nous saurons nous souvenir des pays qui nous ont été proches »

Luigi Di Maio, le ministre des Affaires étrangères italien, le 10 mars.



« N'oubliez pas que cette situation va prendre fin, elle est passagère »

Nick Hayek, le patron du Swatch Group, le 19 mars.



« La Chine et les États-Unis doivent s'unir contre le coronavirus »

Xi Jinping, président chinois, le 27 mars.



« Nous avons été frappés par l'ennemi invisible et nous avons été durement frappés »

Donald Trump, Le président américain, le 26 mars.



« Émettre des euro bonds, c'est traverser la frontière vers une union de transfert, une mutualisation des dettes, et nous ne voulons pas de cela »

Mark Rutte, le premier ministre néerlandais, le 27 mars.



« L'UE doit apprendre des leçons du passé et ne pas échouer de nouveau envers ses citoyens. (...) La réponse européenne doit être solidaire et tournée vers les plus vulnérables. »

Pedro Sanchez, le premier ministre espagnol, le 27 mars.



« Il est clair qu'il s'agit de la pire crise jamais traversée par l'industrie automobile »

Eric-Mark Huitema, le directeur de l'European Automobile Manufacturers' Association, le 21 mars.



« Près de 50% des compagnies aériennes se trouvent dans une zone à risque. (...) Elles demandent de l'aide publique, comme les banques en 2008. »

Alexandre de Juniac, le directeur de l'Association internationale du transport aérien (IATA), le 24 mars.



« LE PÉTROLE EST DEVENU UNE BOMBE À RETARDEMENT »

INTERVIEW

Sous l'effet d'une offre mondiale excédentaire conjuguée à une demande en chute libre, le prix de l'or noir s'est effondré. Et les perspectives du secteur ne sont guère rassurantes, selon le géo-économiste de l'énergie Laurent Horvath. Interview.

PAR ANGÉLIQUE MOUNIER KUHN

Un accord historique. Mise sous pression par les États-Unis, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les autres grands producteurs d'or noir dont la Russie ont accepté dimanche 12 avril une réduction record de 10 à 15 millions de barils par jour à partir du 1^{er} mai. Les partenaires espèrent ainsi faire remonter les cours du pétrole, tombés à leur plus bas niveau depuis près de deux décennies, en pleine pandémie mondiale et sur fond de guerre des prix entre Moscou et Riyad. La baisse des cours a frappé de plein fouet les majors pétrolières et les producteurs de pétrole de schiste aux États-Unis, forcés de tailler dans leurs coûts opérationnels.

«Il s'agit d'un très bon accord pour tous», s'est félicité le président américain, Donald Trump, sur Twitter. «Il va permettre de sauver des centaines de milliers d'emplois dans le secteur de l'énergie aux États-Unis.» Un optimisme que ne partage pas Laurent Horvath: «La pandémie de Covid-19 s'est étendue au monde entier, provoquant une baisse sans précédent de la mobilité et des transports de marchandises. Bien qu'historique, cette réduction de la production semble dérisoire face à la destruction de la demande engendrée par la crise, souligne le géo-économiste de l'énergie. Et il reste à savoir si les promesses de diminution de la production seront vraiment tenues par tous les partenaires.» Interview.

La chute du prix du baril est-elle liée à un choc de la demande ou à un choc d'offre ?

Les deux. La pandémie de Covid-19 a détruit une partie de la demande. On estime qu'elle s'est effondrée en quelques semaines de plus de 25 millions de barils par jour sur une consommation totale de 100 millions, soit une baisse de 25 à 30%.

Cette situation unique dans l'histoire du pétrole oblige les producteurs à stocker leurs productions.

Selon Rystad Energy, les capacités mondiales de stockage sont déjà utilisées à plus de 75% et, au rythme actuel de surproduction, elles pourraient rapidement être remplies. Du côté des tankers en mer, qui servent également de stockage, les prix du shipping ont explosé. Que se passera-t-il quand les capacités de stockage seront épuisées? Dans le pire des cas, certains producteurs pourraient être forcés de vendre l'or noir en dessous de zéro, c'est-à-dire de payer pour écouler leur production. Dans d'autres scénarios, le cours du brut se stabiliserait plutôt autour de 10 ou 20 dollars, comme Goldman Sachs le prévoit.

« Certains producteurs pourraient être forcés de vendre l'or noir en dessous de zéro, c'est-à-dire de payer pour écouler leur production »

Combien de temps la Russie et l'Arabie Saoudite peuvent-elles tenir avec un prix aussi faible ?

L'Arabie saoudite comme la Russie ont les moyens de tenir quelques années. L'une et l'autre se sont dotées de fonds souverains. Celui de la Russie pèse 150 milliards de dollars. Le pays bénéficie de coûts d'extraction très bas, et pour équilibrer son budget, il a besoin d'un baril à 42 dollars. Le fonds souverain de l'Arabie saoudite pèse de son côté 500 milliards de dollars et les coûts d'extraction y sont aussi très faibles, de l'ordre de 5 à 10 dollars le baril. Mais les Saoudiens, eux, auraient besoin d'un

baril à 80 dollars pour équilibrer leur budget. Avec leur fonds souverain, ils gardent une marge de manœuvre pour tenir une année ou deux.

Quelle est la situation des grands groupes pétroliers ?

Les majors américaines comme ExxonMobil et Chevron, la néerlandaise Shell, l'anglaise BP ou la française Total ont coupé dans leurs coûts opérationnels, annoncé des licenciements et brutalement interrompu certains plans d'investissement. Elles ont également annoncé une suspension de leurs programmes de rachat d'actions. Cependant, elles font tout pour maintenir leurs dividendes afin de retenir les investisseurs. Chevron prévoyait par exemple de distribuer 75 milliards de dollars durant les cinq prochaines années. Il est peu probable qu'elle tienne cet engagement. En février, ces groupes tablaient sur un baril compris entre 60 et 70 dollars pour financer les explorations, les nouveaux projets et leurs dividendes. Depuis, tout s'est écroulé.

Qu'en est-il des plus petits producteurs de pétrole de schiste, dont le boom a permis aux États-Unis de redevenir le premier producteur mondial d'or noir ?

Ils sont en pleine Bérézina mais, en réalité, l'hécatombe avait déjà commencé en 2019 : 42 de ces sociétés ont fait faillite sur l'année, dont 37 au dernier trimestre. Le pétrole qu'elles produisent est cher, avec un coût moyen estimé à 52 dollars le baril. Comme il est aussi de mauvaise qualité, les raffineries le rachètent avec un rabais compris entre 5 et 20 dollars le baril. Avec un baril à 25 dollars, ces sociétés perdent des fortunes. Elles sont d'autant plus fragiles qu'elles font face à des remboursements de dettes à hauteur de 40 milliards de dollars cette année. Si la bulle de schiste venait à exploser complètement, cela aurait des répercussions mondiales. Mais avec l'injection de 2000 milliards >

de dollars dans le système économique américain, la Maison-Blanche va pouvoir lancer un plan pour renflouer le secteur. Reste à savoir qui seront les heureux élus et si la production de 9,3 millions de barils par jour pourra être maintenue.

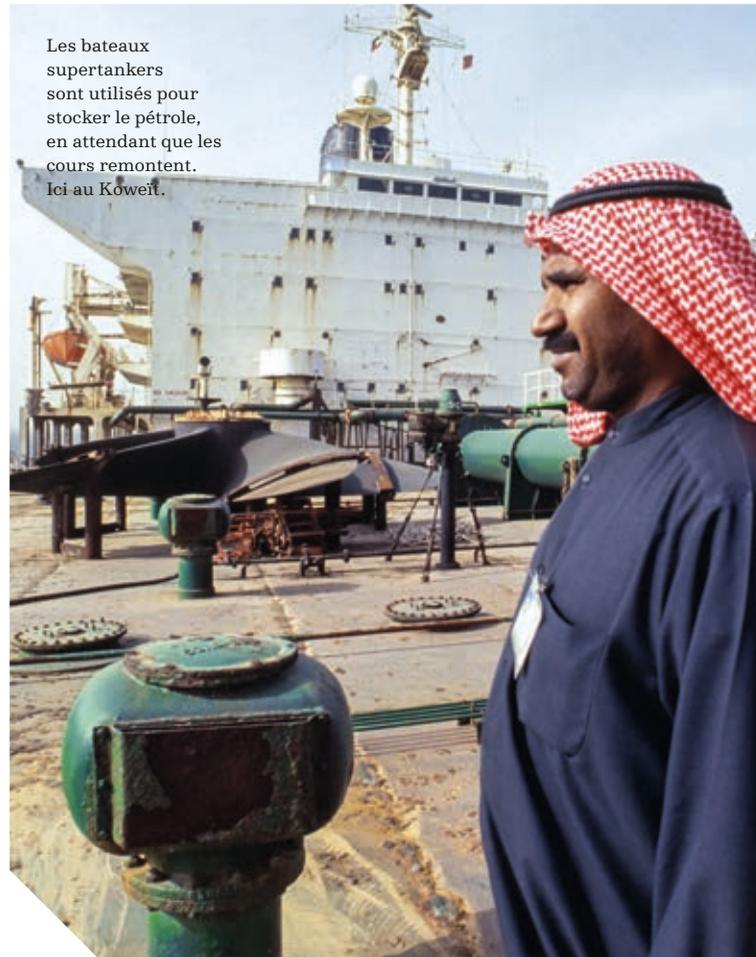
« En habiles joueurs d'échecs, les Russes ont jugé que le moment était idéal pour contrecarrer la puissance énergétique américaine »

Certains commentateurs estiment que les Russes avaient précisément pour but d'anéantir le pétrole de schiste américain...

C'est parfaitement plausible. La doctrine de dominance énergétique sur laquelle s'appuient les États-Unis leur permet d'entraver la production du Venezuela, de l'Iran et de la Russie. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est certainement les nouvelles sanctions américaines contre Rosneft Trading, la filiale basée en Suisse du groupe pétrolier russe Rosneft, qui commercialise le pétrole vénézuélien. En habiles joueurs d'échecs, les Russes ont jugé que le moment était idéal pour contrecarrer la puissance énergétique américaine.

Dans ce cas, pourquoi la Russie a-t-elle décidé de virer à 180 degrés, en acceptant finalement de réduire sa production ?

En raison de la pression exercée par les États-Unis. Donald Trump doit maintenir les emplois pétroliers aux USA, ce qui l'a poussé à ouvrir des discussions avec Vladimir Poutine.



Les bateaux supertankers sont utilisés pour stocker le pétrole, en attendant que les cours remontent. Ici au Koweït.

BARRYBARRY / VEERSON / NEWS.COM

Les négociations entre les deux pays ont certainement dû déborder le cadre pétrolier et un échange dans d'autres domaines a dû s'opérer comme un relâchement des sanctions contre Moscou.

Une fois passée la crise sanitaire, le redémarrage économique entraînera-t-il une reprise de la demande mondiale ?

Dès que la pandémie sera maîtrisée, il faudra compter sur quelques mois pour résorber le surplus de production actuel et rééquilibrer les stocks. Durant cette première phase, les prix devraient rester bas et permettront la relance de l'économie mondiale.

Dans une deuxième phase, avec l'hypothèse que l'économie mondiale reparte et que la production de pétrole de schiste soit dé-

cimée aux États-Unis ou que la casse parmi les producteurs soit importante, les cours pourraient rapidement atteindre un niveau très élevé. Mais, dans le cas où la production de pétrole de schiste redémarrerait, ils reviendraient dans les fourchettes de 2019.

Ce jeu de yoyo extrême est très déstabilisant tant pour les investisseurs que pour les gouvernements. Même les grandes majors ne sont pas immunisées. En cinq ans, ExxonMobil a perdu plus de la moitié de sa valeur boursière. Le pétrole est devenu une bombe à retardement et, dans une optique à plus de dix-huit mois, les risques à l'investissement resteront très élevés et évasifs. Le degré de résilience des grandes majors donnera de bonnes indications sur l'avenir du secteur. ▽

LE CORONAVIRUS, UNE AUBAINE POUR LE CLIMAT ?

Les mesures de confinement prises pour ralentir la propagation du virus ont entraîné une chute sans précédent des émissions de gaz à effet de serre. Mais cette baisse risque de n'être que transitoire.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

Les images satellites publiées début mars par la NASA ont fait le tour du monde. Elles montrent la quasi-disparition de la pollution atmosphérique au-dessus de Wuhan, suite aux mesures draconiennes de confinement prises par le gouvernement chinois pour endiguer la progression du virus SARS-CoV-2. « C'est la première fois que je vois un changement aussi significatif sur une région aussi étendue et lié à un événement », s'est ébahie Fei Liu, une chercheuse de la NASA spécialisée dans la qualité de l'air.

Selon le Center for Research on Energy and Clean Air, un institut de recherche basé en Finlande, les émissions de gaz à effet de serre ont ainsi baissé de 25% en Chine entre le 3 février et le 1^{er} mars par rapport à la même période en 2019, ce qui correspond à 200 millions de tonnes (Mt) de CO₂ non relâchées dans l'atmosphère, soit ce qu'émet la Suisse en quatre ans.

Depuis, la pandémie s'est étendue à l'ensemble de la planète et les experts anticipent une baisse historique des émissions mondiales de gaz à effet de serre pour l'année 2020, de l'ordre de 1000

à 5000 millions de tonnes de CO₂ émises en moins sur les quelque 43 milliards de tonnes rejetées en 2019. À titre de comparaison, la crise économique de 2008 avait provoqué un recul des rejets mondiaux beaucoup plus modeste d'environ 500 millions de tonnes.

Une bonne nouvelle pour le climat ? Non, répond Inger Andersen. « Les impacts visibles et positifs du coronavirus, comme l'amélioration de la qualité de l'air ou la réduction des gaz à effet de serre, ne sont que temporaires », a expliqué la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) dans un éditorial publié le 5 avril.

« Tout changement positif doit résider dans l'évolution de nos modes de production et de consommation vers des produits plus verts. Parce que seuls des changements systémiques peuvent infléchir durablement la trajectoire des émissions de CO₂. » Un avis partagé par l'association Greenpeace pour qui « la baisse des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique constatée récemment n'est qu'un trompe-l'œil : elle ne s'est produite que parce qu'une grande partie des activités

humaines sont à l'arrêt forcé. » Et que se passera-t-il quand les usines seront relancées ? Après le krach financier mondial de 2008, les mesures économiques prises par les États avaient conduit à une augmentation des émissions de CO₂ de l'ordre de 5%. Un scénario similaire est redouté : « On peut craindre un rebond des émissions si les plans de relance visent à retrouver une croissance à n'importe quel prix », prévient Greenpeace. D'autant que les prix du pétrole, historiquement bas, pourraient compromettre la transition vers les énergies propres.

De fait, de nombreuses ONG environnementales demandent que les aides publiques offertes par les gouvernements aux entreprises pour surmonter la pandémie soient sujettes à l'acceptation de réglementations environnementales plus strictes. Pour Inger Andersen : « Lorsque la crise sanitaire sera achevée, il existe une réelle opportunité à saisir en orientant les paquets d'investissements vers les énergies renouvelables, les bâtiments intelligents, les transports verts et publics, etc. Avec la maladie elle-même, une partie du challenge à venir est là. » ▽

À l'école des IPOs

Douze entreprises suisses suivent un cours de préparation aux entrées en Bourse, organisé par Euronext. *Swissquote Magazine* s'est glissé dans les rangs. Reportage.

PAR BERTRAND BEAUTÉ

La pépite vaudoise NetGuardians, qui commercialise un logiciel anti-fraude bancaire, sera-t-elle bientôt cotée en Bourse ? En tout cas, elle y pense. Elle participe actuellement, en compagnie de 132 autres jeunes pousses européennes, à une formation « pré-IPO » créée par Euronext et baptisée TechShare. Ce cours d'une année, dispensé sous forme de modules à Zurich et à Genève, et agrémenté d'étapes dans différentes villes européennes, permet de découvrir et de mieux appréhender les ficelles du marché public (lire aussi l'encadré en p. 40). *Swissquote Magazine* s'est assis sur les bancs de « l'École des IPOs », pour assister à l'un des huit modules dédiés spécifiquement aux entreprises suisses.

Direction la banque Mirabaud, à Genève. En ce jour d'hiver, une vingtaine de personnes se pressent dans la petite salle de conférences. « Notre croissance s'accélère et nous avons besoin de capitaux pour nous développer, nous confie avant le début du cours Frédéric Crettenand, CFO de la fintech NetGuardians. Pour lever ces fonds, l'IPO est une possibilité que nous envisageons parmi d'autres,

comme celle de recourir à des capitaux privés ou à un prêt bancaire. En raison de notre expansion rapide, nous nous devons de travailler différents scénarios de financement. »

« Si une entreprise de cette promotion entre en Bourse, ce sera bien. S'il y en a deux, ce sera énorme. »

Frédéric Roachat, avocat associé du cabinet Kellerhals Carrard

Même son de cloche chez Gondola Medical, une medtech qui développe un dispositif pour traiter les symptômes de la maladie de Parkinson : « Avec cette formation, nous préparons le futur, explique le CEO Francesco Cecchini. À la fin du programme, nous saurons mieux évaluer l'option d'entrer en Bourse ou non. »

Au menu des étudiants aujourd'hui : un cours sur la gouvernance. « Les entreprises se posent beaucoup de

questions. Elles se demandent, par exemple, ce qu'une IPO va changer pour elles en matière de direction, nous explique Frédéric Roachat, l'un des intervenants du jour, avocat associé du cabinet Kellerhals Carrard. Beaucoup ont peur de perdre la main, notamment en raison de la nécessité d'introduire un certain nombre de membres indépendants au conseil d'administration. Les participants au cours sont généralement de haut niveau, mais ils ont naturellement des carences en matière de droit. Ils savent qu'ils ne pourront pas régler eux-mêmes tous les aspects juridiques d'une IPO. »

Des lacunes que reconnaissent volontiers les entrepreneurs : « J'ai vingt-cinq ans d'expérience dans la direction d'entreprises et la finance, raconte Francesco Cecchini. Je suis donc qualifié pour gérer Gondola Medical, mais pour aller plus haut il faut une structure beaucoup plus solide. Avoir la possibilité de bénéficier des compétences et de l'expérience des experts qui participent au programme est sans conteste une valeur ajoutée pour nous. » En plus des cours magistraux, les entreprises reçoivent un coaching individuel. >

Dans la salle de conférences de la banque Mirabaud, la discussion s'amorce entre élèves et professeurs. Les échanges sont cordiaux, presque amicaux. «Le principal atout de cette formation, c'est le réseau, souligne Frédéric Crettenand. On rencontre des experts de haut niveau dans tous les domaines (ressources humaines, finances, droit, banques d'affaires, communication...), mais aussi des collègues d'autres entreprises qui rencontrent les mêmes problèmes que nous. Que nous lancions ou non une IPO, cette communauté qui se crée est très bénéfique pour la suite.»

En Suisse, la formation est mise sur pied par Euronext avec l'aide de partenaires locaux comme PwC, Kellerhals Carrard, Baker McKenzie ou la banque Mirabaud. «Pour nous, en tant que cabinet d'avocats rompu à l'exercice des IPOs, il est intéressant d'établir des contacts avec toutes ces sociétés, reconnaît Frédéric Rochat de Kellerhals

Carrard. Si elles franchissent le pas et décident de se lancer dans une entrée en Bourse, nous serons bien placés pour les accompagner, avec une confiance préétablie.»

DE LA PUB POUR EURONEXT

Pour Euronext aussi, la formation TechShare, gratuite pour les entreprises qui y participent, n'est pas dénuée d'intérêt: «Euronext fait sa pub auprès des sociétés technologiques suisses», raille un spécialiste des entrées en Bourse. L'opérateur de marché paneuropéen est en effet de plus en plus intéressé par les pépites helvètes. Le groupe, qui gère les Bourses de Paris, Lisbonne, Amsterdam, Bruxelles, Dublin et Oslo, a inauguré un bureau à Zurich en septembre 2017. Un an plus tard, la formation TechShare s'ouvrait pour la première fois aux jeunes pousses suisses. Résultat de ces investissements: le groupe européen a réussi à séduire la biotech d'origine zurichoise Sequana Medical, qui a

choisi de faire son IPO sur Euronext Bruxelles en février 2019, plutôt que sur le SIX.

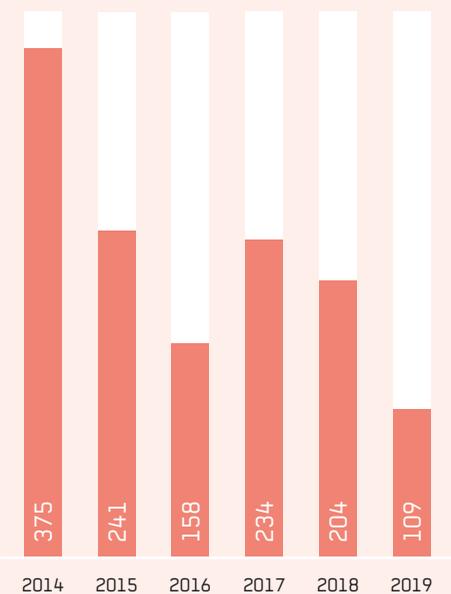
«Pour une entreprise, il est toujours plus facile de se vendre que d'entrer en Bourse. Mais ce n'est pas toujours la meilleure solution.»

Søren Bjønness, directeur d'Euronext pour la Suisse

Une concurrence entre l'opérateur historique et Euronext que Søren Bjønness, directeur d'Euronext pour la Suisse, balaye d'un revers de main: «Pour les PME technologiques, il est presque impossible d'entrer à la Bourse suisse.» L'avocat Frédéric Rochat corrobore: «En dessous de 80 millions de chiffre d'affaires, il est difficile d'envisager une cotation sur le SIX. Euronext se veut une alternative pour les sociétés technologiques qui possèdent un fort potentiel, mais encore peu de chiffre d'affaires.»

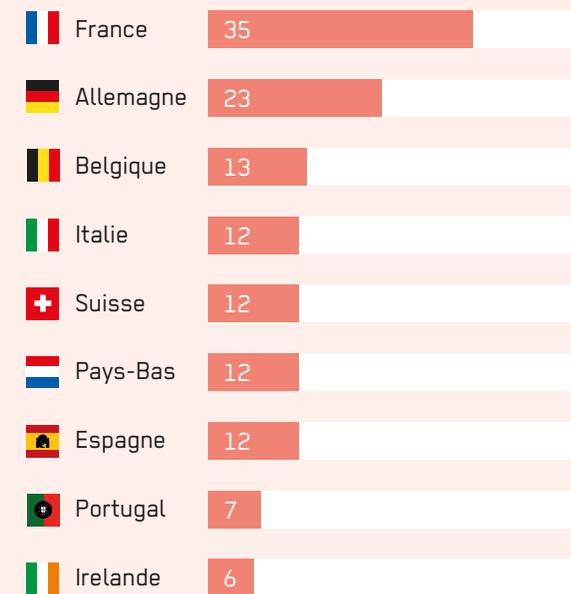
L'impression est confirmée par les récentes IPOs: sur les sept entrées en Bourse réalisées sur le SIX en 2019, six sont le fruit d'entreprises déjà très développées, à l'image de Stadler Rail (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 2019), SoftwareOne (6 milliards), Alcon (7,3 milliards) et Medacta (300 millions). Résultat: «Les petites sociétés suisses à risque, mais à fort potentiel, grandissent grâce à des capitaux privés, puis ont tendance à se vendre trop rapidement et pas assez cher aux États-Unis, et de plus en plus à la Chine, poursuit Søren Bjønness. Ici, les IPOs technologiques ne sont pas perçues favorablement en raison

De moins en moins d'IPOs en Europe



SOURCE: PWC ET EURONEXT

Les entreprises de la formation Euronext Techshare 2019/2020



BEAUCOUP D'APPELÉES, PEU D'IPOS

Au total, 132 entreprises technologiques issues de neuf pays européens, dont 12 venant de Suisse, ont été choisies par l'opérateur boursier paneuropéen Euronext pour participer à la cinquième édition du programme de formation TechShare. Les critères de sélection sont d'ordre financier (chiffre d'affaires, perspectives de croissance, tours de financement successifs, nombre d'employés...), mais aussi plus subjectifs telle la motivation personnelle des dirigeants. En moyenne, les sociétés retenues par Euronext possèdent un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros, ont levé 19 millions d'euros de capitaux privés et emploient 80 personnes. Certaines d'entre elles ne souhaitent pas que leur participation au programme soit connue. Parmi les

12 entreprises suisses qui participent, seules huit ont divulgué leur nom: CreditGate24 (fintech), NetGuardians (fintech), Deon Digital (software), Gondola Medical (medtech), inSphero (biotech), Legacy Healthcare (biotech), Nomoko (digital services) et Green Motion (cleantech).

Depuis le lancement de TechShare en 2015, sur les 275 alumni seulement cinq entreprises du programme sont entrées en Bourse: l'opérateur de réseaux wifi multiservices Osmozis, le spécialiste de la robotisation des chariots de manutention Balyo, la société biopharmaceutique Theranexus, la plateforme de création de sites d'e-commerce Oxatis et la firme de commerce conversationnel CM.com.

d'une forte aversion au risque. Mais si les entreprises suisses veulent rester suisses, elles ne doivent pas se brader. Elles doivent rester indépendantes.»

L'exemple de Symetis est emblématique. En 2015, cette société vaudoise, spécialiste des valves cardiaques, annonce à la presse son intention de faire son entrée sur le SIX. Mais le chemin ne va pas beaucoup plus loin. L'IPO est jugée trop risquée. La société se tourne alors vers Euronext et le processus s'enclenche. Mais en mars 2017, quelques jours seulement avant son entrée en Bourse, l'entreprise annonce l'abandon de son IPO et son rachat par le groupe américain Boston Scientific pour 435 millions de dollars, soit une prime pour les actionnaires de 30 à 40% par rapport à ce que leur aurait rapporté l'entrée en Bourse. Un succès? Fin 2019, Boston Scientific a décidé de délocaliser sa production en Irlande, supprimant de facto les 125 emplois du site Symetis d'Eclubens. À l'heure d'écrire ces

lignes, salariés et employeurs s'affrontent au Tribunal des prud'hommes de Lausanne...

Lors du cours auquel nous assistons, Symetis ne fait pas partie des *case studies*. On lui préfère des *success stories* boursières comme l'entreprise néerlandaise Takeaway, leader européen de la livraison de plats à domicile. «Pour une entreprise, il est toujours plus facile de se vendre que d'entrer en Bourse. Mais ce n'est pas toujours la meilleure solution, glisse Søren Bjønness. Nous essayons de changer les mentalités.» C'est qu'en Europe, le nombre d'entrées en Bourse diminue d'année en année, sans que les experts sachent s'il s'agit d'un recul temporaire ou d'une mutation profonde du capitalisme (voir l'infographie ci-dessus).

«Si une entreprise de cette promotion entre en Bourse, ce sera bien, reconnaît Frédéric Rochat. S'il y en a deux, ce sera énorme.»

Depuis le lancement de TechShare en 2015, seulement cinq entreprises du programme ont franchi le pas sur les 275 alumni. Un chiffre qui va augmenter, selon Søren Bjønness: «Cela prend du temps. Le programme forme les sociétés avec une perspective de moyen terme. Les entreprises peuvent venir se coter sur les marchés deux ou trois ans après la fin du coaching.»

Une perspective qui semble assez lointaine pour les participants du jour: «Franchement, nous n'avons rien décidé, confie Frédéric Crettenand, de NetGuardians. Et si un jour l'opportunité d'entrer en Bourse se présente, nous réfléchirons à la meilleure plateforme pour nous. Ce sera peut-être Euronext, mais pas forcément. Cela pourrait également être SIX, ou ailleurs. Nous sommes ouverts sur le monde.» En attendant, le patron d'Euronext Suisse poursuit sa quête de pépites: «Je parcours toute la Suisse à la recherche de nouvelles compagnies et je recrute déjà pour la prochaine édition.»

La longue marche des femmes vers le sommet des entreprises

Bien que les sociétés aient tout à gagner d'une plus grande mixité dans leurs organes dirigeants, les obstacles restent nombreux un peu partout en Europe. C'est en Suisse que le plafond de verre est le plus difficile à briser.

PAR ANGÉLIQUE MOUNIER-KUHN

Le débarquement d'Isabelle Kocher de la direction générale d'Engie, le 6 février dernier, a eu un retentissement bien au-delà du monde guindé du capitalisme parisien. Certes, les divergences stratégiques entre le président du conseil d'administration et la patronne du géant énergétique français étaient notoires et les rumeurs d'éviction allaient bon train. Les commentateurs ont néanmoins été nombreux à dénoncer les relents sexistes de la manœuvre : Isabelle Kocher était la toute première femme à diriger un groupe du CAC 40 ; elle n'aura pas tenu quatre ans à sa tête.

La mésaventure de l'ex-directrice d'Engie illustre le difficile cheminement des femmes vers les instances dirigeantes des sociétés. La prise de conscience est générale, mais à peu près partout en Europe, les obstacles persistent à des degrés divers, et c'est en Suisse qu'ils restent les plus ardues à franchir.

Quantité d'études démontrent pourtant que mieux les femmes sont représentées au sommet de la pyramide, plus l'entreprise est performante. À titre d'exemple, en 2019, l'Organisation internationale du travail (OIT) a rendu les conclusions d'une enquête menée dans 70 pays. Il en ressort que les sociétés dirigées par des femmes et/ou celles qui mènent des politiques actives en faveur de la diversité des genres sont mieux placées pour voir progresser leurs résultats opérationnels, leur productivité et leurs bénéfices, pour attirer plus de talents et mieux les retenir, mais aussi gagner en créativité, en innovation et en ouverture d'esprit.

Dans une étude datée de janvier 2020, l'European Women on Boards (Ewob), une association soutenue par la Commission européenne, passe pour sa part au crible toutes

les entreprises du STOXX Europe 600, l'indice boursier des 600 principales capitalisations du continent. « D'importants progrès ont été accomplis s'agissant de la proportion de femmes dans les conseils d'administration (CA). Mais la diversité à d'autres niveaux de la gouvernance d'entreprise a tout du mirage », constate Ewob. Ainsi, si les femmes sont en moyenne présentes à 33% dans les CA, elles ne sont que 16% à assumer des fonctions exécutives opérationnelles. Et le Stoxx Europe ne compte que 28 sociétés dirigées par une femme.

La Suisse stagne dans les tréfonds du Glass Ceiling Index avec des pays comme le Japon ou la Turquie

La Suisse écope du bonnet d'âne en cumulant la plus faible représentativité féminine dans les organes dirigeants ou dans les conseils d'administration. Sur les 20 dernières sociétés du classement Ewob, neuf sont cotées à Zurich. Et il n'y a qu'une femme CEO sur la cinquantaine d'entreprises suisses présentes dans l'indice : Magdalena Martullo-Blocher reste une exception à la tête d'EMS-Chemie.

Cet état des lieux n'est pas sans rappeler d'autres, qui mettent en lumière la plus grande difficulté des femmes à briser le plafond de verre en Suisse qu'ailleurs. Ainsi, le pays

stagne année après année dans les tréfonds du Glass Ceiling Index du magazine *The Economist*, avec des pays comme le Japon ou la Turquie, où les femmes doivent choisir entre carrière et vie de famille. Quant au Schilling Report, l'étude de référence à l'échelle nationale, il salue la tendance positive à l'œuvre depuis plusieurs années. Mais même en progrès, la part des femmes dans les conseils d'administration (21%) ou dans les directions (9%) des 100 principaux employeurs suisses fait pâle figure.

Alors, machiste le milieu suisse des affaires ? « C'est particulièrement le cas dans certains secteurs tels que la technologie, la construction ou la finance, acquiesce Dominique Faesch, présidente du Cercle suisse des administratrices. L'arrivée de jeunes diplômées sur le marché du travail amorce néanmoins une évolution positive. »

« Nous sommes conscients du problème », affirme de son côté Marco Taddei, responsable Suisse romande et Politique patronale internationale de l'Union patronale suisse (UPS). Fédération d'associations patronales régionales et sectorielles, l'UPS ne compte que deux femmes sur 15 membres à son Comité de direction. D'après son représentant, le retard suisse s'explique par la spécificité helvétique de l'intégration des femmes au marché du travail, l'écrasante majorité d'entre elles travaillant à des taux inférieurs à 100%. « Il y a aussi un élément de tradition, ajoute Marco Taddei, qui tient dans l'habitude de coopter les gens que l'on connaît. »

« Les entreprises engagent de gros budgets pour la recherche de leurs cadres, mais celle des administrateurs-trices reste un processus confidentiel. Même si ce processus évolue au sein des grandes entreprises, les conseils d'administration ▶



Isabelle Kocher, victime du machisme ambiant? La désormais ex-CEO du groupe énergétique français Engie a été déçue de son poste début février, moins de quatre ans après sa nomination. Ici, lors de l'assemblée des actionnaires du 3 mai 2016.

sont encore nombreux à vouloir d'abord des personnalités connues, qui fonctionnent dans plusieurs autres organes stratégiques et disposent d'un large réseau», corrobore Dominique Faesch.

« Nous sommes conscients du problème »

Marco Taddei, responsable Suisse romande et Politique patronale internationale de l'Union patronale suisse (UPS)

« Nous nous sommes rendu compte qu'il fallait améliorer la place des femmes au sein des conseils d'administration dans l'intérêt général de l'économie », poursuit Marco Taddei, en inventoriant les initiatives prises

ces dernières années par l'UPS, ardente partisane de l'autorégulation.

Parmi elles, un code de bonne conduite destiné aux cabinets de conseil en ressources humaines, et des recommandations pour encourager la représentativité féminine dans les CA, avec l'objectif que plus aucun d'entre eux ne soit exclusivement composé d'hommes d'ici au 7 février 2021, date du 50^e anniversaire du suffrage féminin en Suisse. L'ambition est modeste. Ailleurs en Europe, la proportion de femmes dans les conseils d'administration est sensiblement plus élevée. Elle atteint 42% en France, 39% en Norvège ou 33% en Allemagne, trois pays s'étant dotés de quotas obligatoires.

Cela n'empêche pas certains pays n'appliquant pas de quotas, comme la Suède et les Pays-Bas, d'afficher des

taux honorables de respectivement 38% et 34%.

En Suisse, après le National, le Conseil des États a approuvé l'an passé l'introduction de « valeurs indicatives » dans le nouveau droit de la société anonyme: 30% de femmes dans les CA et 20% dans les directions. Des objectifs non contraignants, même si le conseil d'administration d'une société sera tenu de s'expliquer s'ils n'ont pas été atteints.

« Ce n'est pas parce que l'on mentionne un chiffre dans une charte ou dans un article de loi incitatif que les choses vont changer d'un jour à l'autre, commente Dominique Faesch. Mais l'acceptation par les Chambres du nouveau droit aura eu comme effet de provoquer des discussions dans les milieux économiques marquées par une volonté d'évoluer. »



Lieu de force

USM représente un design intemporel, retenu mais expressif. La simplicité laisse une liberté créatrice et la réduction crée de l'espace pour la classe authentique.

www.usm.com

Visitez nos partenaires commerciaux ou nos salles d'expositions à Berlin, Berne, Düsseldorf, Hambourg, Londres, Munich, New York, Paris, Stuttgart, Tokyo

L'Empire du Milieu à très grande vitesse

La Chine possède le plus vaste et le plus moderne réseau de trains à grande vitesse du monde, à l'image de la ligne reliant Shanghai à Pékin qui vient d'entrer en Bourse.

PAR JULIE ZAUGG, HONG KONG

Le train à grande vitesse des futurs JO d'hiver 2022 en visite technique dans une station d'entretien de Pékin.

Fin décembre, le nouveau train à grande vitesse entre Pékin et Zhangjiakou, une ville au pied des montagnes qui accueillera les Jeux olympiques de 2022, a effectué son trajet inaugural. Équipé de milliers de capteurs et capable d'atteindre une vitesse de 350 km/h, il est entièrement autonome, une première mondiale.

Cette nouvelle ligne n'est que la cerise sur le gâteau d'un réseau ferroviaire à grande vitesse qui totalise déjà 35'000 km de voies, avec 10'000 km supplémentaires prévus à l'horizon 2030. Construit en un temps record, il est désormais le plus important au monde. À titre de comparaison, le Japon ne compte que 3'000 km de lignes à grande vitesse et la France 2'800 km.

Plus long, le réseau chinois est également plus technologique, version Big Brother: « Les passagers achètent leurs tickets sur leur téléphone portable, puis passent les contrôles de sécurité en quelques secondes aux portails de reconnaissance faciale installés à l'entrée des gares », détaille Lesley Liu, analyste chez HSBC.

Tout a commencé en 2008, à l'orée des derniers Jeux olympiques tenus sur sol chinois. Quelques jours avant le début de cet événement sportif naissait la première ligne à grande vitesse du pays, entre Pékin et la ville côtière de Tianjin. S'en est suivie une expansion effrénée qui a permis de connecter toutes les grandes villes du pays.

« Suite à la crise financière de 2008, le gouvernement chinois a introduit un paquet de mesures de relance doté de 4 billions de yuans (555 milliards de francs) pour financer le développement du réseau », explique Zhu Pengyu, un expert des transports à l'Université de la science et de la technologie de Hong Kong.

Ces fonds ont servi à poser des milliers de kilomètres de voies ferrées,

mais aussi à perfectionner le matériel roulant. « Les trains à grande vitesse chinois se sont largement inspirés des technologies inventées par les Japonais, les Allemands et les Français », indique Mark Smith, un expert ferroviaire britannique.

Le train de dernière génération Fuxing, 100% made in China, est parmi les plus avancés

À partir de 2004, une série de co-entreprises ont été créées avec les groupes Kawasaki, Siemens et Alstom. En échange d'un accès au vaste marché chinois, ces derniers ont mis leurs savoirs à la disposition de leurs partenaires chinois. Et l'élève a rapidement rattrapé le maître: le train de dernière génération Fuxing, 100% made in China, est parmi les plus avancés et n'a plus rien à envier à ses lointains cousins: le Shinkansen japonais, l'ICE allemand et le TGV français.

Le réseau chinois est aussi l'un des moins chers du monde: il a coûté entre 17 et 21 millions de dollars au kilomètre, deux tiers du prix moyen dépensé dans les autres pays, selon un rapport de la Banque mondiale. Ce réseau est l'œuvre de China Railway, une entreprise étatique qui s'est détachée du Ministère du rail en 2013. Celle-ci possède plusieurs filiales responsables du matériel roulant ou de lignes spécifiques. Certaines d'entre elles sont très rentables.

Ainsi, le train à grande vitesse reliant Shanghai à Pékin, qui transporte près de 200 millions de passagers par an, a réalisé un bénéfice de 10,3 milliards de yuans (1,4 milliard de francs) en 2018, en hausse de 13% sur un an,

ce qui équivaut à un taux de rentabilité de 33%.

« La demande va continuer à croître, estime Lesley Liu, de HSBC. Pour l'heure, le nombre de trajets annuels par passager en Chine se limite à deux déplacements – contre 12 en Espagne, 25 en Allemagne, 64 en Suisse et 73 au Japon. Il y a donc un fort potentiel de croissance. » Selon Lesley Liu, le nombre de voyages en train en Chine va passer de 3 milliards en 2017 à 5,5 milliards en 2022, soit une hausse annuelle de 13%.

L'AVION CONCURRENCÉ

Les trains à grande vitesse sont aussi parvenus à ravir des parts de marché au transport aérien et routier, indique le rapport de la Banque >

EN CHIFFRES

\$568 MRD

La somme que la Chine a investie dans son réseau ferroviaire de 2016 à 2020.

2000 km

La longueur de voies de chemin de fer à grande vitesse que la Chine va poser en 2020. Au total, le pays en abrite 35'000 km.

7 MRD

Le nombre de trajets effectués en train à grande vitesse en Chine durant la dernière décennie. Il aura fallu cinquante ans au Japon pour cumuler 11 milliards de trajets.



Inspection d'un train à grande vitesse Fuxing dans un hall de la province du Hubei (3 janvier 2020).

mondiale. « Sur les trajets de moins de 900 km, le rail a supplanté les avions », confirme Zhu Pengyu. De même, de nombreux pendulaires choisissent désormais de résider à plus de 100 kilomètres des grandes métropoles, comptant sur les trains à grande vitesse pour gagner le centre-ville en moins de trente minutes.

Globalement, le taux de rentabilité du réseau est estimé à 8%, selon la Banque mondiale. Mais ce chiffre dissimule une grande disparité de cas. Certaines lignes, notamment celles reliant des villes secondaires loin des côtes, ne sont pas rentables.

Le tronçon entre Guangzhou et la province montagneuse du Guizhou doit ainsi déboursier 3 milliards de yuans (415 millions de francs) par an pour s'acquitter des intérêts sur sa dette, trois fois ce que les ventes de billets lui rapportent. De même, la ligne entre Lanzhou, la capitale du Gansu, et le Xinjiang n'est empruntée que par

D'autres cotations en Bourse suivront, a promis le CEO de China Railway Lu Dongfu, début janvier

huit trains quotidiens, alors qu'elle a été conçue pour en héberger 320.

Zhao Jian, un urbaniste de l'université Beijing Jiaotong estime que seuls 5000 kilomètres de lignes à grande vitesse, situées principalement aux abords des grandes métropoles, sont réellement rentables. Résultat : China Railway a vu son niveau d'endettement exploser. Il atteint désormais 5,4 billions de yuans (748 milliards de francs). Pour y remédier, le conglomérat a décidé de coter en Bourse ses entités les plus rentables. Mi-janvier, la ligne Shanghai-Pékin a ainsi fait ses premiers pas à la Bourse de

Shanghai, levant 30,7 milliards de yuans (4,3 milliards de francs). Ces fonds serviront à racheter une série de lignes déficitaires dans l'Anhui et à renflouer les caisses de la maison mère. D'autres cotations en Bourse suivront, a promis le CEO de China Railway, Lu Dongfu, début janvier.

Autre stratégie : l'exportation du savoir-faire. Pékin a commencé à construire des lignes de trains à grande vitesse dans les pays situés le long de sa nouvelle Route de la Soie. « Les Chinois font ce que les Britanniques ont fait au XIX^e siècle, lorsqu'ils ont construit un réseau de chemin de fer dans leurs colonies », note Mark Smith.

Parmi les projets les plus ambitieux figurent une ligne reliant Kunming (sud de la Chine) à Bangkok en passant par le Laos, un tronçon entre Djakarta et Bandung en Indonésie, ainsi qu'une voie de chemin de fer allant de Kuala Lumpur à Singapour. ◀

RESTE DU MONDE : SIX PROJETS GÉANTS SUR LES RAILS



HS2, le chantier de la discorde

Le projet de ligne à grande vitesse HS2, qui doit relier Londres à Leeds et Manchester, au nord de l'Angleterre, est le plus important chantier d'Europe. Il a obtenu le feu vert du premier ministre Boris Johnson, malgré l'opposition de groupes écologistes et d'une partie des membres du parlement rebutés par le coût de ce projet devisé à 56 milliards de livres (70 milliards de francs). Les premiers trains circuleront entre 2035 et 2040.



Le premier train à grande vitesse indien

L'Inde a lancé la construction de sa première ligne de chemin de fer rapide. Elle reliera Mumbai à Ahmedabad, à 500 km de là. Elle permettra d'effectuer ce trajet en moins de trois heures et devrait contribuer à désengorger la capitale économique du pays. Ce projet, qui s'appuie sur la technologie développée pour le Shinkansen japonais, coûtera 14 milliards de dollars. Il devrait être achevé en 2022.



Un train ultra-rapide au pays de l'automobile

Virgin Trains USA a dévoilé fin 2019 un projet de train à grande vitesse reliant le sud de la Californie à Las Vegas, au Nevada, pour un coût de 4,8 milliards de dollars. Le groupe, une spin off du britannique Virgin, a déjà construit un tronçon de 113 kilomètres en Floride, entre Miami et West Palm Beach. Ce n'est pas la première fois que la Californie rêve de trains rapides : un projet colossal qui devait relier Los Angeles et San Francisco a été drastiquement revu à la baisse l'an dernier, en raison de ses surcoûts.



Un fil rouge pour le nord-est de l'Europe

Appelé Rail Baltica, cet ambitieux projet ferroviaire reliera la Finlande à l'Allemagne, en passant par les Pays baltes et la Pologne. Il a pour but de créer un corridor économique couvrant le nord-est de l'Europe le long de ses 1000 kilomètres de voies de chemin de fer à grande vitesse. Son coût est devisé à 5,8 milliards d'euros.



Traverser le désert à la vitesse de l'éclair

Un train futuriste qui circule à une vitesse de 1000 km/h dans un tube sous vide, c'est le pari un peu fou fait par les Émirats arabes unis. Le projet Hyperloop permettra de relier Dubai et Abu Dhabi en douze minutes, contre 90 aujourd'hui. Un prototype est actuellement en phase de test et un tronçon d'essai de 10 kilomètres devrait voir le jour cette année encore.



Le transsibérien 2.0

La Russie va bientôt entamer la construction d'une ligne de train à grande vitesse de 772 kilomètres entre Moscou et la ville de Kazan, plus à l'est. À terme, ce tronçon sera intégré à un projet pharaonique qui reliera Moscou à Pékin, ouvrant une nouvelle voie vers l'Europe à la Chine.



MODE

L'occasion ringardise le neuf

ISTOCK

Le marché online des vêtements de seconde main connaît un essor fulgurant, notamment auprès des jeunes générations. Les enseignes traditionnelles tentent de réagir.

PAR ANGÉLIQUE MOUNIER-KUHN

Ce n'est plus une tendance mineure mais une lame de fond. Aux États-Unis, le marché des vêtements de seconde main a progressé 20 fois plus rapidement que celui de l'habillement neuf au cours des trois dernières années. Et il devrait encore doubler de volume pour atteindre 51 milliards de dollars en 2023. D'ici à 2028, ce secteur pèserait même 1,5 fois plus que la *fast fashion*. C'est ce qui ressort d'une étude commandée à GlobalData par ThredUp, une plateforme américaine d'habits d'occasion, autoproclamée leader de la « fripe en ligne ».

Signe des temps, une autre de ces plateformes, l'américaine RealReal, positionnée, elle, sur le segment des articles de luxe, a été la toute première du secteur à s'introduire en Bourse en mai 2019.

L'engouement pour ce marché est également très net de ce côté-ci de l'Atlantique. Dans un article publié en août dernier, *Aftonbladet* relève que le phénomène du « flygskam » - la honte de prendre l'avion - marque le pas. Mais pour le quotidien suédois, une nouvelle tendance est prête à prendre le relais : le « köpskam », ou la honte de faire du shopping, dont

le secteur du vêtement d'occasion serait le principal bénéficiaire.

Honte ou pas honte, l'écosystème des habits de seconde main est déjà en place. Au Royaume-Uni, le réseau social de shopping Depop est devenu incontournable chez les moins de 26 ans.

Trois clics suffisent à acheter la petite robe ou les baskets d'occasion de ses rêves, à peine plus pour mettre en ligne les articles dont on veut se débarrasser

En Europe continentale, c'est Vinted qui cartonne. Après des débuts poussifs, cette société créée en 2008 à Vilnius, en Lituanie, a ouvert des bureaux à Berlin, à Varsovie et à Prague. Elle est déjà active dans 12 pays du continent et revendique plus de 25 millions d'adeptes, dont une dizaine en France, son marché le plus enthousiaste. Son secret ? Un marketing agressif et une applica- >

Thomas Plantenga,
CEO de Vinted, et
Mantas Mikuckas,
COO.



VINTED

tion ultra-simple d'utilisation. Trois clics suffisent à y acheter la petite robe ou les baskets d'occasion de ses rêves, à peine plus pour mettre en ligne les articles dont on veut se débarrasser. En novembre dernier, la start-up, toujours déficitaire, a de nouveau levé 128 millions d'euros, devenant la première « licorne » lituanienne avec une valorisation estimée à plus d'un milliard d'euros. De quoi financer ses investissements technologiques et poursuivre son expansion.

SUR INSTAGRAM AUSSI

Si la Suisse ne compte, elle, pas encore de plateforme dédiée exclusivement à l'habillement d'occasion, les *shoppers* autochtones ont trouvé la parade. « Il est possible de faire des affaires sur le site Ricardo.ch. Mais c'est surtout sur des comptes Instagram que l'occasion se vend. Les transactions se font avec remise en main propre et paiement en liquide », explique Anna, une Genevoise de 17 ans, inconditionnelle

des vêtements d'occasion depuis ses 13 ans. « Quand j'ai commencé, on se moquait de moi. Mais maintenant, la seconde main s'est complètement démocratisée », explique la jeune fille, qui n'achète plus de vêtements neufs qu'une ou deux fois par an. « L'occasion n'est pas seulement l'affaire du bobo décroissant. Elle a été légitimée par la société et faire une bonne affaire sur une plateforme fait aujourd'hui partie du modèle de consommation », confirme Élodie Juge, ingénieure de recherche à la chaire Trend(s) de l'Université de Lille, en France.

À l'instar de la plupart de ses concurrentes, Vinted joue sur la corde éthique et responsable en affirmant vouloir « faire de la seconde main le premier choix dans le monde ». Cette « mission » est censée constituer une riposte face aux ravages environnementaux et sociaux de la *fast fashion*. Les Nations Unies soulignent régulièrement combien l'industrie de la mode est polluante : à elle seule,

elle produit plus de CO₂ que le transport aérien et le fret maritime réunis. Elle consomme plus de 93 milliards de mètres cubes d'eau et déverse 500'000 tonnes de microfibres dans les océans chaque année. Sur le plan social, les rapports dénonçant les conditions de travail des ouvriers du textile sont légion. « L'occasion est une manière de répondre à mes préoccupations liées à la dignité de l'être humain, affirme Anna. Mais mes achats sont surtout motivés par la possibilité de trouver des articles cool et pas chers. »

ACCROS À L'ACHAT-VENTE

Dans les faits, ce marché n'est peut-être pas aussi vertueux qu'il n'y paraît. Dans la thèse qu'elle a consacrée au sujet, Élodie Juge analyse sévèrement l'engouement pour la seconde main. « Le secteur regroupe surtout des adeptes de la mode qui deviennent accros à l'achat-vente. En vendant sur internet ce qui déborde de leur placard, elles ont trouvé le moyen de renouveler

leur garde-robe encore plus facilement et rapidement qu'auparavant et souvent de dégager un complément de revenu. En fait, une application comme Vinted est une excellente école de commerce : beaucoup de ces « consomarchandes » acquièrent des compétences entrepreneuriales très développées. » Pour un nombre croissant d'ONG également, l'idée du vêtement d'occasion s'impose comme une alternative circulaire et responsable à la *fast fashion* serait en bonne part un leurre, l'un et l'autre étant liés dans une même temporalité infernale : acheter, vendre, acheter...

Les marques Levi's, North Face et Patagonia ont lancé leurs propres lignes de seconde main

Face à cette déferlante, les marques traditionnelles dont les perspectives s'étiolent un peu plus chaque année se sont mises à lorgner avec insistance sur le potentiel de la seconde main. De part et d'autre de l'Atlantique, on ne compte plus les enseignes consacrant désormais un « corner » aux vêtements *vintage* ou qui sont engagées dans des partenariats avec l'une des plateformes en vue. L'enjeu ? Attirer dans leurs rayons une clientèle jeune qui leur échappe.

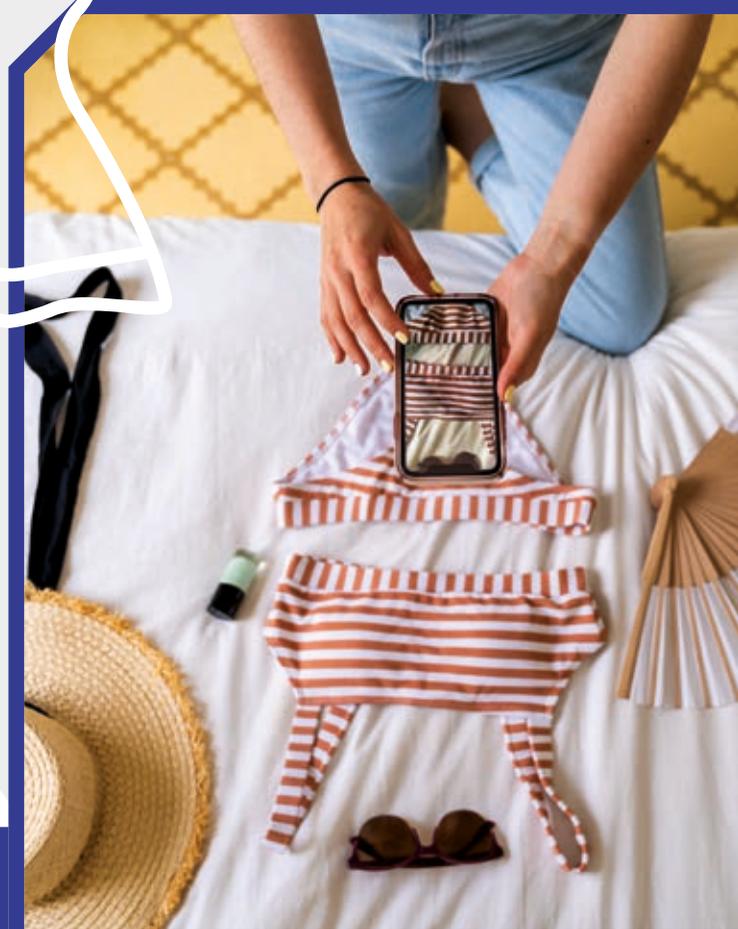
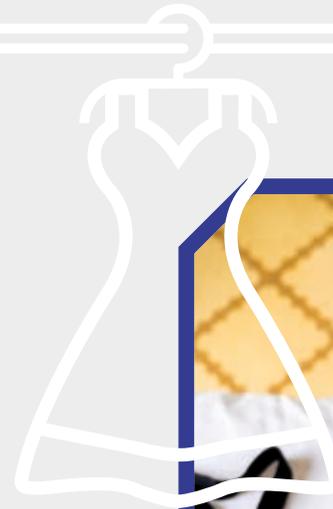
Aux États-Unis, Gap vient ainsi de s'associer avec ThredUp pour permettre à ses clients d'échanger leurs vêtements usés sur la plateforme contre des crédits utilisables dans ses propres boutiques. Malmenée en Bourse depuis des années et plombée l'an passé par des ventes en recul de 2%, la chaîne de grands magasins Macy's commercialise depuis l'été 2019, également avec ThredUP, des articles d'occasion dans une quarantaine de points de vente. Les marques Levi's, North Face

et Patagonia ont lancé leurs propres lignes de seconde main. Le géant du luxe britannique Burberry s'est pour sa part associé avec RealReal.

En France, les chaînes Camaïeu, Cyrillus ou Kiabi et d'autres encore, se sont, elles aussi, mises à l'occasion. Plus récemment, Auchan s'est donné trois mois pour tester des rayons de vêtements de seconde main dans cinq de ses supermarchés.

« Ces enseignes n'avaient pas d'autre choix que de réagir devant ce marché qui leur échappe, commente Élodie Juge. Mais elles ont toutes un train

de retard. » Et beaucoup redoutent que ces nouvelles offres commerciales ne finissent par cannibaliser l'offre traditionnelle. Dans le doute, le groupe suédois H&M contre-attaque sur plusieurs fronts. Il a pris le contrôle de la plateforme Sellpy sur laquelle il commercialise depuis un an ses propres vêtements usagés sous la marque & Other Stories auprès de la clientèle suédoise. Depuis peu, il teste aussi en Chine, avec la start-up YClose, la location sur abonnement de vêtements de sa marque COS, destinés ensuite à la revente. Occasion ou location, tout est bon pour contrer le « köpskam ». ▲



VITTA GALLERY / WESTEND61 GMBH / NEWSCOM

Une vendeuse photographie sa mise en scène pour une vente en ligne.

CRYPTO-MONNAIES : LA FAMILLE S'AGRANDIT

Swissquote propose désormais au total 12 crypto-monnaies sur sa plateforme. Découvrez leurs atouts.

[swissquote.com/cryptos](https://www.swissquote.com/cryptos)

LES 5 PIONNIÈRES



BITCOIN (BTC)

Le roi du marché

Le roi et l'ancêtre des crypto-monnaies. Créé en 2009 par un inconnu se faisant appeler Satoshi Nakamoto, le bitcoin dicte sa loi au marché des devises numériques, dont il représente plus de la moitié de la capitalisation. Pour l'heure, les cours des altcoins continuent de dépendre de ses fluctuations. Les adeptes du bitcoin le considèrent comme une sorte d'or numérique, dont la valeur ne peut qu'augmenter à long terme.



ETHEREUM (ETH)

La plateforme des « smart contracts »

Œuvre du prodige Vitalik Buterin, l'ether fait sensation depuis sa création en 2015. C'est aujourd'hui encore la deuxième plus importante monnaie numérique en termes de capitalisation. Elle permet la création de contrats intelligents (smart contracts), capables de s'exécuter automatiquement et rendant superflue l'intervention de tiers. De nombreuses entreprises et développeurs expérimentent l'utilisation de ce token.



XRP (XRP)

Le champion des paiements internationaux

Ce token lancé en 2012 par l'entreprise californienne Ripple a comme vocation première d'accélérer les transactions financières internationales et d'abaisser leurs coûts. Le XRP fait office de « bridge currency » lors de l'opération de change entre deux devises, permettant d'effectuer l'ensemble de l'opération (envoi, change et réception d'argent) en quelques secondes seulement. Le XRP occupe la troisième place du podium des crypto-monnaies, en embuscade derrière l'ethereum.



BITCOIN CASH (BCH)

Le bitcoin revisité

Ce token est né d'une scission (hard fork) avec le bitcoin, intervenue le 1^{er} août 2017. Il partage le même historique mais s'avère plus rapide et permet des transactions moins onéreuses que son aîné. Le bitcoin cash figure au cinquième rang des crypto-monnaies.



LITECOIN (LTC)

Plus rapide que le bitcoin

Cette crypto-monnaie bien installée dans le top 10 s'inspire du bitcoin, dont elle reprend les fondations techniques mais en offrant des transactions plus rapides. Litecoin permet ainsi de créer un bloc toutes les deux minutes trente, plutôt que toutes les dix minutes pour le bitcoin. Le minage est également facilité et les frais de transaction nettement réduits.

LES AVANTAGES SWISSQUOTE

- ▶ Échange immédiat à la demande en monnaie fiduciaire
- ▶ Transfert possible de BTC et d'ETH entre votre compte Swissquote et votre portefeuille privé externe
- ▶ La sécurité offerte par une banque suisse réglementée et cotée

LES 7 NOUVELLES VENUES



CHAINLINK (LINK)

L'information décentralisée

Ce token fonctionnant sur le réseau ethereum connaît une envolée spectaculaire de son cours depuis deux ans, alors que la quasi-totalité du marché déclinait. L'objectif de ChainLink est de permettre l'intégration d'informations dites « off-chain » [ne se trouvant pas sur la blockchain]. Cela de manière à servir l'ensemble de l'écosystème. La mise en commun de multiples sources garantit la fiabilité d'une information. Ce projet affiche de nombreux partenariats et représente un pas important vers la finance décentralisée (Defi).



STELLAR (XLM)

Les paiements sans limite

Projet initié en 2014 par le cofondateur de Ripple, Stellar est basé sur le même protocole. Toutefois, alors que Ripple et son XRP s'adressent notamment aux institutions financières, Stellar cible, lui, le marché des paiements de particulier à particulier, soit le transfert de plus petites sommes. Ce jeton a enregistré une belle progression ces derniers mois et s'est installé solidement dans le top 20.



0X (ZRX)

Les échanges décentralisés

Ce token ERC20 (basé sur le standard ethereum) a pour but de faciliter les échanges décentralisés sur la blockchain ethereum. Ses concepteurs ont développé un protocole au moyen duquel il est possible de s'échanger des tokens ERC20 de pair à pair. L'ICO de 2017 avait très bien performé. La valeur de 0x est ensuite montée en flèche puis est redescendue depuis, ce qui n'empêche pas 0x de figurer dans le top 50.



ETHEREUM CLASSIC (ETC)

La voie des puristes

L'ethereum historique, c'est lui. Cette crypto-monnaie est née d'une divergence (fork) au sein de la communauté suite à un hack majeur d'ethereum en 2016. Alors que la majorité des développeurs a souhaité en quelque sorte faire table rase de ce hack et revenir dans le passé, faisant comme si l'incident ne s'était jamais produit, une poignée d'irréductibles a préféré poursuivre sa route en acceptant l'événement. Bien qu'étant aujourd'hui nettement moins plébiscité qu'ethereum par les développeurs, ethereum classic a la possibilité de récupérer des fonctionnalités implémentées sur la blockchain ethereum.



TEZOS (XTZ)

L'« ethereum killer »

Les créateurs de Tezos le présentent volontiers comme l'« ethereum killer ». Comme EOS, ce token utilise un système de « delegated proof of stake » : en contrepartie de la création et de la vérification de blocs sur la blockchain, il est possible de gagner davantage de tezos. Cette crypto-monnaie offre un environnement un peu plus rapide qu'ethereum. Son modèle de gouvernance a aussi comme avantage d'éviter les forks. Tezos a intégré le top 10 et fait partie des jetons les plus performants du moment.



AUGUR (REP)

Les paris décentralisés

Fonctionnant sur la blockchain ethereum, augur permet de parier sur la probabilité qu'un événement se produise ou non. Concrètement, les utilisateurs vont pouvoir acheter des parts de probabilités. Les cotes s'ajustent en fonction de l'offre et de la demande, selon un principe similaire à celui des paris sportifs. Sauf qu'ici, la validation du résultat d'un événement n'émane pas d'une autorité centrale mais de la vérification effectuée par les utilisateurs eux-mêmes, rendant impossible toute manipulation.



EOS (EOS)

Le concurrent d'ethereum

Présenté comme la 3^e génération de blockchain, EOS propose un concept similaire à ethereum en permettant le développement d'applications décentralisées (Dapps). Mais à la différence d'ethereum, EOS utilise un système dit « delegated proof of stake », qui fait appel à des validateurs triés sur le volet. Ce choix permet d'accélérer nettement la vitesse et le nombre des transactions. Après une levée de fonds record de près de 4 milliards de dollars lors de l'ICO finalisée en 2018, ce token a fortement progressé pour se hisser dans le top 10.

LES PLUS DES CRYPTOS

- ▶ Volatilité très élevée, gage d'opportunités inédites
- ▶ Marché ouvert 24h/24

DANS LE CERVEAU DES TRADERS

Un projet conjoint des universités de Zurich et de Bâle, mené en partenariat avec Swissquote, se penche sur la personnalité des investisseurs. Les candidats volontaires se verront remettre un feed-back individuel détaillé. Inscrivez-vous!

Pour la première fois, un projet de recherche combinant psychologie et neuro-imagerie va passer au crible les traits de personnalité d'un large panel de traders afin de mieux comprendre les processus décisionnels dans le cadre des investissements financiers. Les clients de Swissquote ont la possibilité d'y participer. Thorsten Hens, professeur de finance à l'Université de Zurich, l'un des directeurs de ce projet de recherche, nous en dit plus.

En quoi consiste votre étude?

Il s'agit d'un projet pour lequel nous recherchons des investisseurs qui disposent d'un compte de trading en ligne. L'étude est menée conjointement par les universités de Zurich et de Bâle et est financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Les commissions d'éthique de ces cantons l'ont approuvée. L'objectif est d'examiner les traits de personnalité qui influencent les décisions financières, autrement dit le rôle joué par la personnalité de l'investisseur.

Grâce à la neuro-imagerie, nous cherchons aussi à déterminer dans quelle mesure la physiologie cérébrale influence ces décisions. La combinaison de ces différentes approches dans

le cadre d'une étude de grande échelle est une première mondiale. Précision importante: chaque dossier auquel ont accès les chercheurs est entièrement anonyme. Les scientifiques disposent uniquement d'un numéro d'identification et ne savent pas à quelle personne les données correspondent. En tant que partenaire, Swissquote aura accès aux résultats de l'étude, de manière agrégée et totalement anonyme.

Comment se déroule votre recherche?

L'étude comprend deux parties. La première se déroule en ligne et comporte des tests de personnalité, la participation à des marchés financiers simulés, ainsi que des questions socio-démographiques. Chacun peut compléter cette partie en ligne à son rythme en fonction de ses disponibilités. La seconde partie a lieu dans le laboratoire de neuro-imagerie de l'Université de Zurich; elle se déroulera une fois l'épidémie de Covid-19 passée. Cette seconde étape permet notamment d'identifier l'activité de certaines zones du cerveau, telles que les centres de la peur ou du plaisir, qui sont impliquées dans la prise de décision. Ceux qui n'ont pas assez de temps pour toute l'étude ou qui ne peuvent pas effectuer

la partie IRM pour des raisons de santé peuvent également participer à l'étude. Notre objectif est de réunir un panel de 500 candidats.

Quel est l'intérêt de cette expérience pour les futurs candidats?

Outre le fait de contribuer à l'avancée de la science en nous aidant à mieux comprendre les processus de décision, chaque participant recevra un feed-back individuel détaillé sur ses principaux traits de personnalité, son style de trading ainsi que son profil cérébral. Cela devrait lui permettre de mieux se connaître, de s'améliorer en tant qu'investisseur, et d'identifier les causes d'éventuelles mauvaises décisions, par exemple.

Quelles sont les conditions à remplir pour s'inscrire?

Il suffit de disposer d'un compte de trading en ligne avec Swissquote et d'avoir entre 18 et 75 ans. Les tests seront menés en allemand ou en anglais uniquement, mais les candidats romands sont les bienvenus. ▲



INSCRIPTION:
bit.ly/2JVatKI

LES CERTIFICATES COMMERZBANK DEVIENNENT DES CERTIFICATES SOCIETE GENERALE. A PARTIR DU 30.3.2020

La couleur: encore neuve.
La performance: encore mieux.



Le nom change. Tout le reste reste meilleur.

Les noms peuvent changer. La qualité reste :
la meilleure gamme de produits, le meilleur service
et les meilleures perspectives pour votre réussite.

THE FUTURE IS YOU



SOCIETE
GENERALE

À LIRE, À TÉLÉCHARGER

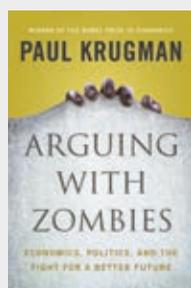


THE CIGARETTE: A POLITICAL HISTORY

Par Sarah Milov

Avant d'être progressivement banni des espaces publics, le tabac a longtemps joui d'une immense popularité en Occident, à commencer par les États-Unis, où des médecins recommandaient même certaines marques de cigarettes... Cet âge d'or de la fumée n'a en fait pris son essor qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et résulte d'une alliance exceptionnelle entre pouvoirs publics et industriels du tabac, comme le montre Sarah Milov dans *The Cigarette: A Political History*. Un ouvrage qui retrace également la relation complexe entre cigarette et société civile, et comment cette dernière a finalement réussi à faire reculer le puissant lobby du tabac.

Harvard University Press, 2019
CHF 30.-



ARGUING WITH ZOMBIES: ECONOMICS, POLITICS, AND THE FIGHT FOR A BETTER FUTURE

Par Paul Krugman

Avec son nouveau livre, le Prix Nobel d'économie Paul Krugman a décidé de s'attaquer à ce qu'il appelle les « zombies économiques », ces éternels malentendus sur l'économie qui refusent de mourir. S'inspirant de ses chroniques dans le *New York Times*, il aborde dans *Arguing with Zombies* de nombreux thèmes populaires comme la couverture santé, les bulles immobilières, les réformes fiscales ou encore la sécurité sociale, avec clarté et précision. Un livre utile, en cette année d'élection présidentielle aux États-Unis, pour comprendre les enjeux qui se retrouveront au cœur du débat.

W. W. Norton & Company, 2020
CHF 20.-



Google Play, App Store, Gratuit

BARRE WORKOUT EN TUTU

Si les apps de workout sont légion, *Barre* a l'avantage d'être entièrement gratuite. Se voulant une fusion originale entre le yoga et le ballet, elle propose un grand nombre d'exercices qui mettent l'accent sur l'équilibre, la souplesse ou l'endurance.



Google Play, App Store, Gratuit

ABLO TCHAT SANS FRONTIÈRES

Désigné meilleure application sur Google Play de l'année 2019 par Google, *Ablo* revisite le tchat à l'ancienne. Le plus ? Équipée d'un traducteur automatique, l'app permet de converser avec des personnes du monde entier par écrit ou via caméra sans barrières de langue. Contrairement à ses concurrents qui se transforment souvent en repaires de pervers, *Ablo* s'efforce de bloquer les comportements déviants.



Google Play, App Store, CHF 10

DUET DISPLAY LE SMARTPHONE COMME SECOND ÉCRAN

En matière de « duplication d'écran », *Duet Display* représente sans doute ce qui se fait de mieux sur le marché des applications mobiles. L'app permet de transformer en deuxième écran d'ordinateur un smartphone ou une tablette, connectés par câble ou par ondes. Développé par une équipe d'anciens ingénieurs Apple, *Duet Display* accomplit sa mission avec brio, offrant des performances remarquables.



Google Play, App Store, Un mois de test gratuit, puis abonnement mensuel

FLUENT FOREVER APPRENDRE UNE LANGUE

Contrairement à la tendance à la « ludification » de l'apprentissage des langues, c'est-à-dire l'utilisation de mécanismes de récompenses et de design empruntés aux jeux vidéo pour motiver l'apprenant, *Fluent Forever* fait, lui, le pari du sérieux. Sa méthode originale fait de la mémorisation de la prononciation l'une des clés du succès. L'app dispose actuellement de cours en français, allemand, italien, coréen, portugais, russe et espagnol.



AUVERGNIER



CRANS-MONTANA - SPORT CLUB RÉSIDENCE



BURSINS



COLOGNY



MONTREUX



LAUSANNE

ÉLARGISSEZ VOTRE HORIZON

Par l'intermédiaire de nos courtiers spécialisés dans les biens d'exception, nous vous assurons l'accès aux plus belles adresses dans le monde et à un réseau de plus de 500 agences établies dans une soixantaine de pays. Que ce soit en Suisse ou à l'international, nos professionnels sont à votre disposition pour acheter, vendre ou louer un bien d'exception.

Découvrez toute notre offre à la vente sur :

naef-prestige.ch

NOS AGENCES

GENÈVE

T. +41 22 839 38 88
geneve@naefprestige-knightfrank.ch

NYON

T. +41 22 994 23 39
nyon@naefprestige-knightfrank.ch

LAUSANNE

T. +41 21 318 77 28
lausanne@naefprestige-knightfrank.ch

VEVEY / MONTREUX

T. +41 21 318 75 45
riviera@naefprestige-knightfrank.ch

FRIBOURG

T. +41 79 202 00 60
fribourg@naefprestige-knightfrank.ch

NEUCHÂTEL

T. +41 32 737 27 50
neuchatel@naefprestige-knightfrank.ch

VERBIER

T. +41 79 599 19 86
alpes@naefprestige-knightfrank.ch



AUTO

Le break en tenue de combat

PAR RAPHAËL LEUBA

Mis en quarantaine en raison d'une épidémie de SUV, les breaks font grise mine. Porte-étendard de ces oubliés de la route, le Volvo V60 Cross Country milite sur tous les fronts pour leur rendre justice

Depuis la sortie du modèle PV 445 Duett en 1953, le break est devenu une véritable institution chez Volvo. Pourtant, le constructeur nordique n'est pas resté réfractaire à la tendance SUV, bien au contraire. Aujourd'hui, ces deux types de carrosserie aux vertus pratiques et familiales cohabitent au sein de la gamme, avec comme trait d'union le V60 Cross Country. La lignée du break tout chemin a pris forme en 1997, c'est-à-dire bien avant l'arrivée des XC90 et XC60, dont les hautes silhouettes lui ont fait ombrage. Mais il tient peut-être sa revanche.

D'abord parce que sa plastique est franchement séduisante, à l'heure où les carrosseries hautes peuvent las-

ser. Ici, les barres de toit ne culminent pas à plus de 1,50 m malgré la garde au sol rehaussée (21 cm). Et l'encombrement (4,78 m de long sur 1,89 m de large) reste compatible avec les contingences de parcage.

Le V60 Cross country échappe à cette impression de châssis ankylosé propre aux gros SUV

Ces proportions équilibrées confèrent élégance et dynamisme à notre Volvo, qui propose un habitacle du même tonneau, apte à flatter

les sens avec son cuir souple à gros grain, son bois clair ou ses boutons à facettes inspirés de la joaillerie. Du côté du tableau de bord, c'est bonnet blanc et blanc bonnet avec les autres modèles de la marque, mais cette ambiance «hygiénique» continue de plaire. L'écran de commande universel est réactif et ses menus bien organisés. Quant à l'instrumentation numérique, elle s'adapte aux quatre modes de conduite (éco, confort, dynamique et off-road) sans tomber dans le clinquant. Petite incongruité, le commodo des clignotants accueille les commutateurs des antibrouillards, qu'on enclenche parfois par mégarde. Sans être un déménageur, le break V60 propose une soute digne d'intérêt, d'une capacité de 529 l extensible à 1441 l, soit un poil plus que le SUV XC60 (483-1410 l). Au rayon astuces, citons le hayon motorisé, la cloison de compartimentage, les appuie-tête escamotables à distance et le crochet amovible pour tracter 1800 kg.

Confort et maîtrise

La position de conduite à mi-hauteur entre berline et engin tout-terrain permet une bonne vision périphérique, appuyée par les caméras à 360°. Taillé pour les fortes corpulences, l'habitacle offre des places arrière princières. Et comme d'habitude chez Volvo, l'ergonomie des sièges vous fait voir le Valhalla de plus près. Mais revenons sur terre pour goûter aux joies de la conduite. Laisant de côté le diesel D4, nous avons porté notre dévolu sur la puissante version essence T5 (250 ch et 350 Nm), sans doute la plus capable de révéler les qualités routières et le confort de ce break cossu de presque 1,9 tonne à vide. Très bien épaulé par la boîte automatique à huit rapports, le 4-cylindres 2 l se montre onctueux et vigoureux, son grondement lointain évoquant une grosse cylindrée. On ne parlera pas de supercherie, car il envoie du bois à l'accélération!

En haussant le rythme, le V60 Cross country, qui n'a pourtant rien d'une bal-



AUDI A4 ALLROAD

Concurrente toute désignée de la V60 Cross Country, elle surpasse en standing les Opel Insignia Country Tourer et VW Passat Alltrack sur le segment des breaks 4x4 surélevés. Moteur 2-l essence turbo gorgé de couple (370 Nm), associé à une boîte à double embrayage sept rapports. Poids maîtrisé (1,7 tonne pour 4,76 m de long), gage de performances de premier ordre (6,1 s de 0 à 100 km/h). Ambiance sportive à bord et options à foison.

45 TFSI QUATTRO 245 ch. Dès 61'100.-



MERCEDES E ALL-TERRAIN

Break tout chemin de classe supérieure (5 m de longueur), plutôt en concurrence avec le V90 Cross Country. Protections de carrosserie indissociables du genre. Uniquement proposé avec des motorisations diesel en association avec une boîte automatique neuf rapports. Charge tractable élevée (2,1 t) et coffre de 640 l. Suspensions pneumatiques de série avec garde au sol variable.

220 d 4MATIC 194 ch. Dès 73'200.-

lerine, échappe à cette impression de châssis ankylosé propre aux gros SUV. Parfaite stabilité au freinage, maintien de caisse en virage, ressenti sous les fesses, il agrément le tout d'un vrai confort de suspension. Les assistances veillent au grain, sans intervention exagérée. Autre bonne nouvelle: une consommation moyenne d'essai de 8,5 l/100 km, fidèle à la donnée

d'usine et plutôt modeste pour un véhicule essence de ce poids et de ce niveau de performances. Volvo annonce une valeur similaire pour le XC60 B5 essence AWD, mais celui-ci possède une hybridation légère. S'il hérite de cette nouvelle motorisation, le break pourrait donc encore améliorer son bilan CO₂ et remporter définitivement la victoire. ▲

VOLVO V60 CROSS COUNTRY T5

MOTEUR :

4 CYLINDRES EN LIGNE, TURBO, 1969 CM³

PUISSANCE :

250 CH À 5500 TR/MIN

ACCÉLÉRATION :

0 À 100 KM/H: 6,8 S

PRIX :

DÈS CHF 66'750.-

BOUTIQUE



VÉLO ÉLECTRIQUE À LA CARTE

Poids contenu de 19 kg, recharge rapide, autonomie de 100 km, écran HD intégré au guidon, la bicyclette électrique connectée Coleen se positionne comme la Tesla du vélo. Avec son design original, auréolé du Red Dot Award, l'e-bike fabriqué à Biarritz peut désormais être entièrement personnalisé, de la selle à la fourche, en passant par le système de freins, le porte-bagages ou la boîte à vitesse.

coleen-france.com
Dès 6500.-



UN COACH DANS LES CHAUSSETTES

Dotées de capteurs connectés à une application mobile, les chaussettes intelligentes de la start-up américaine Heapsylon enregistrent le nombre de pas des coureurs, les calories brûlées, la distance parcourue, l'altitude, la cadence, la répartition du poids du corps ou encore le type de foulées. Elles aident à prévenir les blessures et alertent même quand il est temps d'investir dans une nouvelle paire de chaussures.

sensoriafitness.com
195.-



CHoyer SA MONTRE

Amateur de belles montres, le malletier parisien Fred Pinel habille une série de remontoirs aux couleurs des modèles les plus emblématiques de Rolex. Munis d'un panneau avant inspiré de la Submariner, de la GMT ou encore du Cosmograph Daytona, les écrans de la collection Twin disposent d'un moteur conçu par SwissKubik. Les cycles de rotation sont personnalisables via Bluetooth.

pineletpinel.com
Dès 1490.-



VINS ET CHOCOLATS

Lancée cet hiver, la société My Swiss Moment marie deux univers pour une dégustation inattendue alliant vins et chocolats suisses. Les accords entre les flacons issus de différentes régions romandes et les créations gourmandes de Claude Périsset, maître-chocolatier basé à Estavayer-le-Lac, sont imaginés par un expert en la matière, Camille Gariglio, chef sommelier du restaurant de l'Hôtel de Ville de Crissier, le 3 étoiles Michelin vaudois.

my-swiss-moment.ch
Dès 93.-



COMPOSTEUR EN FLEURS

Recycler directement chez soi les déchets, tout en nourrissant ses plantes, c'est le concept du pot composteur imaginé par la jeune pousse française Transformars. Composé de deux parties communicantes, l'écosystème autonome transforme les épluchures en eau et nutriments grâce à une armée de lombrics, et transmet l'engrais ainsi produit aux fleurs et autres végétaux au travers de sa paroi perforée.

transformars.fr
213.-



LE CASQUE MOTO VENU DU FUTUR

Développé par une start-up japonaise, le CrossHelmet X1 est un casque de moto qui propose des fonctionnalités inédites. L'alliance d'une caméra grand angle logée à l'arrière du casque et d'un écran placé sous la visière donne accès à la rétro-vision. L'écran peut également afficher des informations liées à la navigation. Enfin, un système paramétrable de réduction du son peut filtrer à la demande les bruits parasites (roulement, vent, etc.).

crosshelmet.com
1777.-



COMPAGNON DE SOMMEIL

Conçu avec le Centre européen du sommeil, le Dreamer de Terraillon propose deux programmes d'endormissement : la cohérence cardiaque alliant lumière et exercices de respiration ou le mode « coucher de soleil » qui diffuse des teintes orangées évoluant vers le rouge pour aider à rejoindre tout en douceur les bras de Morphée. Avec une batterie rechargeable en USB, le boîtier compact et nomade offre une autonomie d'une semaine.

terraillon.com
59,90.-

J'AI TESTÉ

JOUER POUR LA SCIENCE

PAR GÉRARD DUCLOS

Swissquote Magazine a pris les manettes d'un jeu vidéo utile, où comment faire avancer la recherche scientifique en s'amusant.

Être enfermé à la maison pendant longtemps amène son lot de questions existentielles. Que faire face à ce sentiment inédit de vide et d'impuissance quand on est coincé chez soi et qu'on a épuisé son stock de jeux vidéo, alors que le monde affronte la pire pandémie du siècle ? Et si le moment était venu de faire preuve de solidarité en testant les jeux vidéo utiles – ces logiciels qui ont pour but de faire avancer la recherche scientifique en recourant aux mécanismes de motivation et de récompense chers aux gamers ?

Une catégorie ancienne et redoutée, il faut l'avouer, tant ces jeux sont malgré eux associés à ces pénibles souvenirs d'enfance où la bonne volonté parentale imposait le remplacement de divertissements tout à fait légitimes, comme par exemple Doom ou Wolfenstein 3D, par d'infâmes productions pédagogiques sur CD-ROM n'ayant de ludique que le nom. Qu'en est-il en 2020, après 30 ans de développement informatique ininterrompu ?

Première constatation, le marché du jeu vidéo utile reste assez limité. Aucun titre AAA, à l'exception notable d'*Assassin's Creed Origins* qui propo-

sait de déchiffrer quelques hiéroglyphes, n'a pour ambition de faire progresser la science grâce aux gamers. Logiquement, il faut aller chercher ces jeux vidéo du côté des universités et des facs de science dont ils émanent le plus souvent.

Le gamer lambda a cependant l'impression que les jeux utiles s'adressent à un public déjà averti

L'un des plus anciens et des plus connus est *Foldit*, développé depuis 2008 par l'Université de Washington. Entièrement dévolu à la recherche sur les protéines, le jeu, qui se lance dans un petit exécutable rapidement téléchargé, consiste à résoudre des puzzles en 3D qui simulent le « pliage » des protéines, l'idée étant que le cerveau humain, motivé par des mécanismes classiques de score et de « ranking », parvienne à déterminer des configurations optimales que les ordinateurs peinent encore à trouver. Si en 12 ans d'existence *Foldit* est à l'origine d'un

nombre considérable de découvertes publiées dans d'estimables revues scientifiques, le gamer lambda a cependant l'impression qu'il s'adresse à un public déjà averti qui se distrait en « pliant » des protéines entre deux équations différentielles.

Autre titre incontournable de la recherche scientifique, *Eyewire*, un jeu sur navigateur développé par le célèbre MIT se concentrant sur la recherche neuronale. À l'instar de *Foldit*, il s'agit essentiellement de résoudre des puzzles en 3D pour venir en aide à la science. Dans la même catégorie, on trouve également *EteRNA*, qui se concentre lui sur le « pliage » de molécules d'ARN, un domaine de recherche au cœur de l'actualité en cette période particulière.

Si les puzzles ne sont pas votre tasse de thé, le site *zooniverse.org* recense encore une vingtaine de projets plus ou moins ludiques dans des disciplines variées comme les arts, les langues ou les sciences naturelles. De quoi s'occuper intelligemment avec le sentiment grisant de s'amuser en faisant progresser la science. Promis, on y retourne tout de suite, juste après une petite session de *Doom Eternal* !

DR

VOS AMIS SONT NOS AMIS.

Partagez votre expérience de Trading dès à présent. Pour chaque parrainage d'un proche, recevez tous les deux CHF 100.- de Trading Credit*.

swissquote.com/referral

 Swissquote

BORN IN LE BRASSUS



AUDEMARS PIGUET
Le Brassus

RAISED AROUND THE WORLD



BOUTIQUES AUDEMARS PIGUET : GENÈVE | ZÜRICH